

La guerre en ex-Yougoslavie 1992-1995



Recueil d'articles du journal Partisan



La guerre en ex-Yougoslavie 1992-1995

Nous avons regroupé ici l'essentiel des articles parus dans le journal « Partisan » entre 1992 et 1996 autour de la guerre en ex-Yougoslavie.

D'une part, nous constatons une demande de jeunes d'origine yougoslave ayant (ou pas) vécu la guerre enfants, qui cherchent à comprendre et ne trouvent aucune réponse dans leur famille, et cette série d'articles leur permettra d'y voir plus clair.

D'autre part, cette guerre a provoqué une confusion énorme parmi les militants, les secteurs progressistes et populaires, confusion qui a pu aller jusqu'au soutien aux fascistes. Il y a eu des polémiques très importantes, et notre organisation a été la seule à la fois à prendre position nettement et clairement sans rentrer dans un quelconque camp bourgeois, tout en se mobilisant concrètement dans le soutien internationaliste et antifasciste.

Cette position s'est construite peu à peu, en combinant le travail historique, l'étude économique, l'appui sur les positions fondamentales du mouvement communiste qui sont notre socle (internationalisme, anti-impérialisme, antifascisme, position de classe), et la polémique avec tous les courants réformistes et bourgeois.

On pourra par exemple noter les polémiques féroces de 1995 bien différentes des hésitations de 1992...

Pour plus de facilité, nous regroupons ces articles en quatre sections :

1) Les origines de la guerre – page 4

Comment le libéralisme, la crise économique et le nationalisme ont mené à la guerre

- Partisan N°67 – Janvier 1992 : « Yougoslavie : mais oui, on peut comprendre ! »
- Partisan N°88 – Mars 1994 : « Libéralisme économique et nationalisme, de Tito à Milosevic, Tudjman et Cie »

Et pour mémoire (car la période était différente)

- Des extraits de la résolution du Vème Congrès de l'Internationale Communiste sur l'Europe Centrale et les Balkans (1924)

2) Le déroulement du conflit – page 15

- Partisan N°80 – Mai 1993 : « Bosnie : quelques réflexions »
- Partisan N°88 – Mars 1994 : « Editorial : la loi du plus fort... c'est la guerre ! »
- Partisan N°89 – Avril 1994 : « l'accord croato-musulman, c'est le partage ethnique de la Bosnie »
- Partisan N°101 – Juin/Juillet 1995 : « Grandes manœuvres impérialistes »
- Partisan N°102 – Septembre 1995 : « Ex-Yougoslavie : un été meurtrier »
- Partisan N°103 – Octobre 1995 : « Un accord pour quoi ? »
- Partisan N°107 – Février 1996 : « Pax Americana en Bosnie Herzégovine »
- Partisan N°115 – Novembre 1996 : « Massacre de Srebrenica : Occident complice ! »

3) Quel soutien et à qui ? – page 32

- Partisan N°88 – Mars 1994 : « Guerre en Yougoslavie : qui soutenir ? »
- Partisan N°90 – Mai 1994 : « BOSNIE : faut-il exiger la levée de l’embargo sur les armes ? »
- Partisan N°91 – Juin 1994 : « Quel combat antifasciste ? »
- Partisan N°91 – Juin 1994 : « La Serbie : un recommencement »
- Partisan N°95 – Décembre 1994 : « Oser s’engager dans le soutien »
- Partisan N°102 – Septembre 1995 : « Quel soutien à la Bosnie ? »

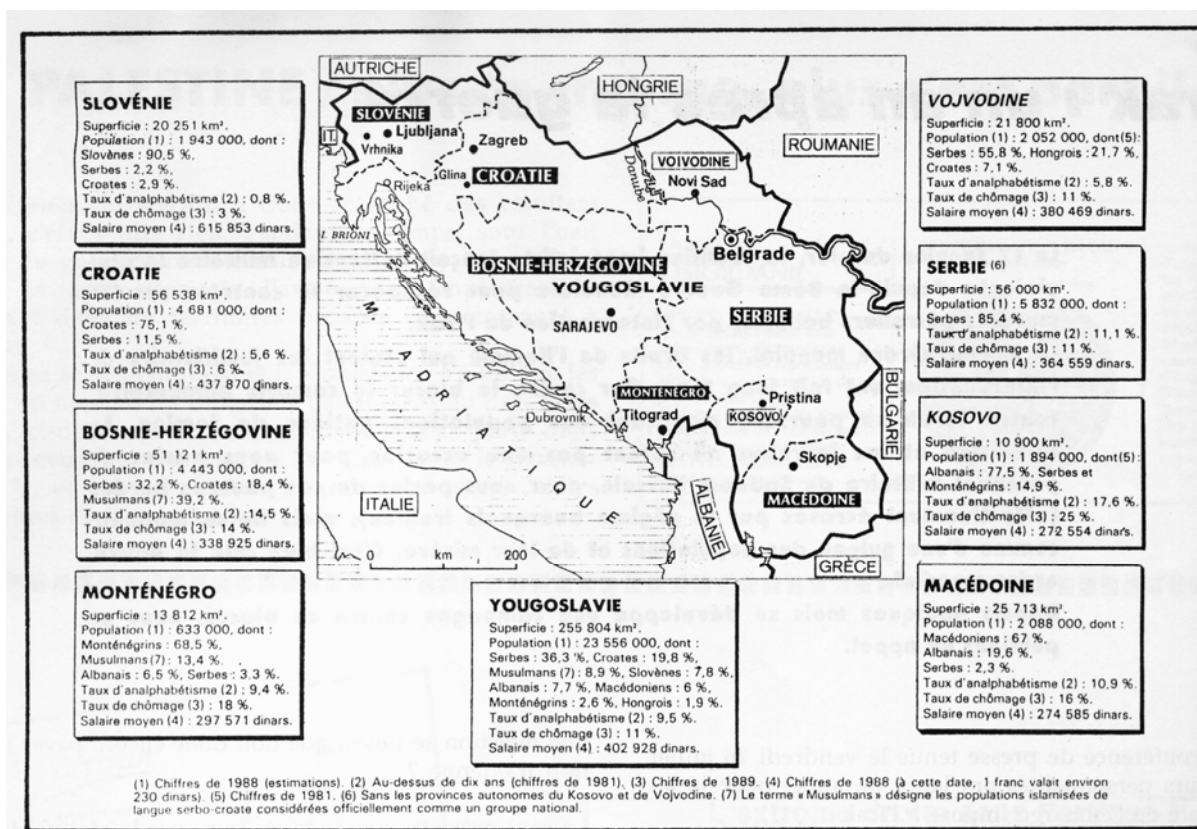
4) La polémique sur les origines de la guerre et le soutien – page 48

- Partisan N°90 – Mai 1994 : « Qui est responsable de la guerre en ex-Yougoslavie ? »
- Partisan N°101 – Juin/Juillet 1995 : « BOSNIE retour sur le soutien »
- Partisan N°102 – Septembre 1995 : « Toujours la polémique sur la guerre et ses causes »
- Partisan N°103 – Octobre 1995 : « Comment on peut arriver à soutenir des fascistes ? »
- Partisan N°116 – Janvier 1996 : « Quels opposants en Serbie ? »



Les origines de la guerre

Pour commencer, deux documents pour éclairer la discussion



Indicateurs démographiques, économiques et sociaux régionaux (source : Annuaire statistiques de Yougoslavie)
Encyclopaedia Universalis Edition 1992

	Yougoslavie	Slovénie	Croatie	Voïvodine	Serbie (1)	Monténégro	Macédoine	Bosnie-Herzégovine	Kosovo
Superficie (milliers de km ²)	255,8	20,3	56,5	21,8	56	13,8	25,7	51,1	10,9
Population totale (milliers d'hab.)									
1948 (2)	15 842	1 740	3 780	1 641	4 154	377	1 153	2 564	733
1981	22 425	1 892	4 601	2 035	5 694	584	1 909	4 124	1 584
variation de la population totale (%)	41,6	31,4	21,7	24,0	37,1	54,9	65,6	60,8	116,1
taux de natalité (‰)	16,7	15,2	14,3	13,1	14,2	18,3	20,2	17,1	31,8
taux de mortalité (‰)	9,5	11,0	11,7	11,7	10,3	6,6	7,4	6,7	6,5
taux d'accroissement naturel (‰)	7,2	4,2	2,6	1,4	3,9	11,7	12,8	10,4	25,3
moins de 15 ans (% popul. totale)	24,5	23,0	21,0	19,9	20,7	27,6	29,1	27,5	41,4
60 ans et plus (%popul. totale)	12,0	14,0	14,8	14,8	12,4	10,6	8,2	8,2	6,4
population rurale (% popul. totale)	53,5	51,1	49,2	45,9	52,2	49,3	46,1	63,8	74,0
population agricole (% popul. totale)	19,1	9,2	14,5	19,2	26,6	13,0	20,5	16,6	24,0
travailleurs émigrés (% popul. active)	6,3	4,4	7,2	5,3	5,2	5,0	7,3	8,4	7,7
travailleurs du secteur social (% popul. active)	61,0	77,3	66,4	66,3	51,4	69,5	55,8	61,8	54,6
femmes (% popul. active)	38,0	45,8	40,3	35,8	41,9	32,0	36,1	31,5	15,4
demandeurs d'emploi inscrits (% popul. active)	8,2	1,3	4,1	9,1	8,9	12,1	15,9	9,0	21,7
produit social par habitant (indice)	100	187	125	127	97	75	65	72	31
capital fixe par habitant (indice)	100	200	127	108	84	118	67	81	36
analphabètes (% popul. de 10 ans et plus)	9,5	0,8	5,5	5,8	11,1	9,4	10,1	14,5	17,6
logement (surface habitable par personne en m ²)	16,8	19,9	19,6	21,7	16,9	14,4	15,7	13,4	10,3
automobiles (nombre pour 1000 hab.)	122	243	141	126	125	90	111	82	34
rémunération nette moyenne par salarié (indice)	100	115	109	102	95	84	83	95	80
taux de mortalité infantile (‰ naissances vivantes)	31,7	15,8	18,4	15,6	24,4	24,5	54,2	23,9	71,7

(1) Serbie sans les provinces autonomes
(2) Dans le territoire actuel de la Yougoslavie

Partisan N°67 – Janvier 1992

Yougoslavie : mais oui, on peut comprendre...

Depuis des mois, la crise yougoslave a dégénéré en un gigantesque affrontement aux nombreuses ramifications où on a vraiment du mal à se retrouver. A tel point qu'il n'y a pas eu jusque-là d'articles dans « Partisan », et ce ne sont pas les demandes des lecteurs et des militants qui ont manquées.

Cet article est un premier essai, quelques indications pour se guider dans une situation complexe et dramatique. Surtout, il essaye d'offrir un autre éclairage que celui, traditionnel, de la télé et de la presse. En tous les cas, à défaut de position très précise, il montre que la seule attitude possible est de refuser de prendre position dans un camp ou un autre, qu'il faut lutter contre cette guerre, pour l'unité des travailleurs yougoslaves de toutes nationalités.

Nationalisme = irrationnel ?

Tous les journaux, toutes les émissions de télé nous montrent la situation en Yougoslavie comme une sorte de folie réciproque, incompréhensible bien entendu. Réaction naturelle : ils sont devenus fous, empêchons les de s'entretuer. D'où les interventions de la CEE.

Et pendant longtemps, nous aussi nous sommes un peu fait piéger par ce type de raisonnement : on n'y comprend rien, on ne peut pas comprendre...

Pourtant, on peut dire un certain nombre de choses.

Quel est le contexte historique récent ?

La Yougoslavie de Tito est une nation qui s'est constituée une unité politique et idéologique sur deux bases : la résistance antinazie, et la rupture avec l'URSS. Mais qui n'avait pas d'unité **au plan économique**, au point que l'autogestion était érigée en référence. C'est-à-dire que chaque unité (usine, mais aussi république) se gère de manière autonome, de fait dans le cadre de la concurrence capitaliste. De plus, la Yougoslavie était un pays pauvre (d'où la forte immigration, en Allemagne et en France surtout), mais avec des différences très marquées. Ainsi, le Kosovo, région voisine de l'Albanie, était **la plus pauvre du pays**, et son revenu moyen n'était que le **sixième** (1/6 !) de celui de la Slovénie, la plus riche. Imaginez le cas de figure d'un revenu moyen de 4000 F en Corse, et de 24 000 F en Rhône-Alpes...

Il y avait donc développement très inégal des régions et républiques, corrigé par une redistribution partielle au niveau de l'Etat fédéral.

Enfin, au niveau politique, la direction était assurée collégalement depuis 1971, avec une présidence tournante annuelle, assurée par les présidents des républiques et des régions autonomes. Mais les Serbes, les plus nombreux dans la fédération (40%) étaient dominants dans l'appareil d'Etat (administratif et économique) et en particulier dans l'armée, y compris en Croatie, où ils ne représentaient pourtant que 11% de la population.

La crise

Rares sont ceux qui font remarquer que les troubles nationaux se sont développés **parallèlement** à la crise économique. C'est au Kosovo, la région la plus pauvre on l'a vu, 30% de chômage, qu'ils ont commencé. Et ils se sont développés dans tout le pays, au fur et mesure que la crise s'aggravait.

La dette extérieure se monte à 20/22 milliards de dollars, stable depuis 1983 seulement parce que la Yougoslavie a suivi à la lettre les recommandations du FMI, avec comme résultat une hausse du

chômage moyen à 18/20%, une baisse de salaire de près de 10% par an depuis 1980 déjà, une hyperinflation qui a atteint 2600% en 1989, la ruine et la misère pour de nombreux travailleurs. Qui ne se rappelle chaque année les soucis de nos camarades immigrés au retour des vacances ? En 1987, il y a d'ailleurs eu un puissant mouvement de grève contre le gel des salaires et contre la misère.

Voilà le contexte économique des troubles actuels.

Maintenant revenons au plan politique. Jusqu'à la mort de Tito en 1980, son prestige individuel et la situation économique relativement normale avaient permis une certaine stabilité nationale. Sa mort a rompu l'équilibre, au moment où la crise économique atteignait le pays de plein fouet. Résultat : chaque bourgeois a tenté de récupérer le morceau pour lui, suite logique de l'autogestion. Ça a commencé en 1982, au XII^e Congrès de la Ligue des Communistes Yougoslaves, dans le débat sur une décentralisation plus poussée (proposée par les Slovènes, les plus riches) ou au contraire une centralisation renforcée (avancée par les Serbes, nettement plus pauvres), avec progressivement remise en cause des re-répartitions fédérales. Par ailleurs, la présidence tournante était l'occasion pour chacun (à tour de rôle) de « s'en remplir plein les poches » du moins pour sa république. La corruption devenait institutionnelle, et le scandale de l'Agrokomerz en était le révélateur : en 1987, cette firme agro-alimentaire de Bosnie-Herzégovine avait émis des billets à ordre sans provision pour près d'un milliard de dollars pour financer son développement. Le vice-président bosniaque de la Yougoslavie était contraint à la démission...

Résultat, la pseudo-unité a volé en éclat, et plus la crise s'aggravait, plus les bourgeois nationaux essayaient de préserver leurs intérêts. Slovènes et Croates un peu plus riches (ou un peu moins pauvres), en décrétant l'indépendance, Serbes en la refusant précisément pour conserver un partage des richesses dont ils se savent moins bien pourvus. D'où les affrontements avec la Slovénie en Juin dernier, où les Serbes ont dû reculer. Et l'occupation actuelle d'une partie de la Croatie. Dans les deux cas grâce à l'armée, le pouvoir militaire supplée la faiblesse économique des Serbes.

Persistance et évolution des nationalismes

D'abord, rappelons que la Yougoslavie est née de l'effondrement de l'empire austro-hongrois après la fin de la première guerre mondiale, par redécoupage des frontières sous l'autorité des puissances impérialistes. Lesquelles ne sont donc pas aussi blanches qu'elles le prétendent.

Ensuite, le système yougoslave institué à la fin de la deuxième guerre mondiale tient compte des différences nationales, les reconnaît même au plan institutionnel, mais en laisse jouer tous les aspects négatifs. Au lieu de faire ressortir l'unité fondamentale des travailleurs par-delà les nationalités, il maintient les particularismes, les différences de richesses, la concurrence, permettant la reproduction de diverses bourgeoisies locales, qui jouent les contradictions nationales à leur profit. D'où animosité, méfiance entre les peuples etc. En ce sens, il y a persistance (et résurgence aujourd'hui) de la situation d'il y a 50 ans, dans la mesure où le cadre unificateur a disparu et où les contradictions se sont accentuées. C'est le premier aspect.

Mais par ailleurs, la situation a changé depuis, et cela on ne nous le dit pas. Les mariages mixtes (serbe/croate, par exemple) étaient très nombreux, 1 300 000, et plus de 3 millions d'enfants ni Serbes, ni Croates (sur 24 millions d'habitants). S'il était peut-être prématuré de parler de nation yougoslave, il n'empêche que les populations se sont mélangées sur place (sauf en Slovénie, mais c'est un peu à l'écart). Bref, 50 ans de vie commune ont laissé des traces, à tel point que jusqu'à récemment nos camarades immigrés se disaient yougoslaves avant de préciser telle ou telle république.

Le phénomène « national » n'est pas immuable, intrinsèque à la « nature humaine », quelque chose de religieux ; cela c'est une conception réactionnaire voire fasciste de la nation. Au contraire, c'est quelque chose d'historiquement déterminé par des raisons bien matérielles. Exemple, la nation française s'est constituée par l'assimilation (forcée, bien sûr, mais bien réelle) de populations

d'origines bien différentes. Et le sentiment national peut donc **changer** suivant les contextes, suivant les époques.

Alors, y a-t-il un problème national en Yougoslavie ? Oui, à l'évidence. Sa nature est difficile à préciser, mais dans l'immédiat, il ne semble absolument pas évident de soutenir les indépendances de la Croatie, la Slovénie etc.

Milices, ou affrontements populaires ?

Enfin, quelle est la nature des affrontements qu'on voit à la télé ? Des affrontements entre milices, ou des peuples en lutte ? L'amalgame est rapidement fait dans les médias, mais il faudrait plutôt pencher pour la première hypothèse, une situation à la libanaise, où les populations en font les frais. En ce sens, des deux côtés (Serbes et Croates), on aurait des groupes nationalistes qui s'affronteraient pour des intérêts propres.

Cela peut évidemment changer, surtout si les épouvantables massacres aveugles se poursuivent. Les ressentiments et la haine sont facteurs de radicalisation. Mais, pour l'instant il semble que ce n'est pas encore le cas et que les populations ne se retrouvent pas dans ce conflit. On ne parle pas assez du mouvement pacifiste qui commence à apparaître en Serbie, durement réprimé par ailleurs.

Quels intérêts propres alors, pour les milices ? On arrive alors sur un autre terrain, plus matériel que la « folie » nationaliste. Et ces intérêts seraient ceux des bourgeoisies nationales (serbe, croate, slovène ou autre), chacune essayant de tirer les marrons du feu à son profit en s'appuyant sur la réalité des différences nationales. On retrouverait une explication proche de ce qui se passe en URSS et que « Partisan » a abordé dans ses numéros 49 et 60.

Affrontement ou unité

Voilà ce qui pourrait être le fond des affrontements actuels : des bourgeois locaux qui jouent, de tous les côtés, à fond la carte du nationalisme, en s'appuyant sur l'histoire, mais pour des intérêts qui s'ils sont bien cachés, sont néanmoins bien compris. Ça n'explique pas la renaissance foudroyante des nationalismes, sa violence. Ça permet quand même de voir que l'essentiel n'est pas là, c'est quand même la crise, la misère et donc les intérêts de classe qui sont principaux. A Beyrouth, les manifestations contre la misère et la vie chère ont uni les populations chrétiennes et musulmanes. En Yougoslavie, c'est l'union des ouvriers et paysans de toutes origines qui permettra de sortir du bourbier...

A.Desaines

Partisan N°88 – Mars 1994

Libéralisme économique et nationalisme De Tito à Milosevic, Tudjman et Cie

A lire ou écouter les divers commentateurs de la situation en Bosnie, l'apparition de l'ultranationalisme serbe ou croate reste inexplicable. Il y a d'un côté les tenants de la « fatalité des haines séculaires » entre Serbes et Croates, thèse qui ne résiste pas une seconde à l'analyse historique : au contraire, ce sont des siècles de coexistence qui ont conduit à la création de l'Etat Yougoslave au début du vingtième siècle. D'un autre côté, il y a ceux qui font l'impasse sur la question, éludent l'histoire et se contentent de commenter l'actualité ; ils sont ainsi réduits à l'impuissance pour comprendre ce qui se passe.

Un calendrier à avoir en mémoire.

Entre 1950 et 1957 : après la rupture avec l'URSS, la collectivisation des terres et des entreprises est abandonnée, les liens économiques sont renoués avec le monde occidental.

1962-1966 : décentralisation de l'appareil d'Etat, élimination des forces centralisatrices dirigées par les cadres serbes.

1965 : début de la réforme économique mettant au premier plan le marché. Explosion de l'émigration. Apparition de l'inflation. Entre 1964 et 1971, la dette extérieure est multipliée par quatre et atteint 2,7 milliards de dollars. Chaque république, chaque région reprend son autonomie, quitte à être en concurrence avec la voisine. C'est l'autogestion.

1968-1971 : multiplication des grèves ouvrières, essentiellement dans les secteurs industriels des régions les plus riches, le plus souvent sur des questions de salaires.

1969 : grave crise politique en Slovénie à propos de la priorité (ou pas) des liens avec l'Autriche et l'Allemagne.

1971 : épuration des dirigeants de la Ligue des Communistes croates pour leurs compromissions avec le nationalisme. Tudjman est emprisonné. Ce sont ces dirigeants qui réapparaissent actuellement à la tête de la république croate de 1992.

1971-1974 : deux Constitutions successives accentuent l'autonomie des républiques, leur donnent le droit à la sécession, créent la nationalité « musulmane » en Bosnie pour contrer les nationalismes serbes et croates. Ces constitutions marquent le summum du désaccord entre Tito et les dirigeants serbes qui voient dans le soutien aux minorités et dans le fédéralisme une atteinte à leur souveraineté et leurs intérêts.

1980 : mort de Tito, mise en place d'une présidence tournante (tous les six mois) à la tête de la fédération.

Explosion de la dette externe yougoslave, les intérêts ont été multipliés par 10 depuis 1970 ! La dette totale est passée de 4 à 18 milliards de dollars entre 1973 et 1982. L'inflation se monte à 40%

1981 : émeutes économiques et démocratiques au Kosovo, réprimées féroceement par le gouvernement serbe pour des motifs nationalistes (le Kosovo est une province de Serbie).

Mai 1986 : élection de Milosevic à la présidence de la Ligue des Communistes de Serbie

Septembre 1986 : Mémoire de l'Académie serbe qui dénonce « l'assujettissement économique de la Serbie par la Croatie et la Slovénie », la situation (supposée) faite aux minorités

serbes dans les autres républiques et sert de base idéologique au renouveau du nationalisme serbe.

En Yougoslavie, l'inflation atteint 1000 à 1200%.

1987-1988 : puissants mouvements de grève contre la misère et le gel des salaires.

1989 : l'inflation atteint 2500%, le chômage augmente de 10%. Depuis la mort de Tito, le pouvoir d'achat a chuté de 50%.

Janvier 1990 : XIVème et dernier congrès de la Ligue des Communistes Yougoslaves.

Juin 1991 : début de la guerre en Slovénie. Puis en juillet en Croatie, et en avril 1992 en Bosnie.

La constitution de la Yougoslavie

La Yougoslavie nouvelle s'est constituée en 1945 sur la base de la guerre des partisans dirigée par Tito. Les Tchetsniks royalistes serbes n'avaient eu qu'un rôle secondaire dans la résistance antinazie, où ils s'étaient d'ailleurs fait remarquer par leur sauvagerie aveugle contre les populations croates (au nom de la lutte contre les Oustachis alliés des nazis).

Dès l'origine, Tito et son régime ont eu le souci de prendre en compte le sentiment national. Six républiques sont créées (plus deux provinces autonomes, le Kosovo et la Voïvodine), les trois langues différentes sont reconnues (serbo-croate, slovène et macédonien), les droits des minorités sont protégés par la constitution. Quoiqu'on en pense par ailleurs du régime de Tito, ce sera une de ses soucis constants jusqu'à sa mort.

Le problème essentiel, c'est que la conception nationale du régime titiste reste étroitement nationaliste. Il faut rappeler que les sociaux-démocrates des Balkans avaient élaboré depuis 1910 des projets de fédération où question sociale et nationale étaient étroitement mêlées. Les populations sont tellement mélangées (et cela s'est encore accentué depuis) qu'il est impossible de lutter pour les droits nationaux sans lutter en même temps contre les propriétaires fonciers, les exploiters, les grands bourgeois.

Or, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes reconnu par la constitution yougoslave et le régime titiste est coupé d'un projet de libération sociale, d'un véritable pouvoir populaire ouvrier et paysan. Dès l'origine il ne s'agit que du droit des diverses bourgeoisies nationales et non du droit des peuples. La Yougoslavie existera sur la base de ce consensus entre les diverses fractions nationales.

*« Dans l'histoire politique serbe, il n'est pas un parti politique qui n'ait souligné dans son programme l'importance des libertés politiques. En même temps, pas un seul parti n'a bâti un programme clair de modernisation économique, un parti qui se serait engagé à rompre une bonne fois pour toutes le cercle vicieux d'une société pauvre dans laquelle la stratification sociale est impossible parce qu'elle maintient la plus grande partie de la population au plus bas de l'échelle sociale. »
(Latinka Petrovic, Cercle de Belgrade)*

Centralisation et réforme économique

Sans rentrer dans tous les détails, la suite est logique. En 1965 (après la rupture avec l'URSS) débute une grande réforme qui vise à décentraliser la responsabilité économique, à renforcer le rôle du marché comme régulateur de l'économie.

L'effet est inévitable : chaque république, et donc chaque bourgeoisie nationale à sa tête, tente d'augmenter sa part du gâteau à son profit, tente de se constituer une base étatique complète dans sa république. On a pu parler à cette occasion de « gaspillages » bureaucratiques de l'autogestion, comme par exemple l'existence d'autant de services publics que de républiques (PTT par exemple). Il ne s'agit pas de cela : ce n'est que la conséquence du libéralisme économique et de son effet en termes de politiques nationales.

Dès cette époque, le libéralisme économique a encouragé le nationalisme des dirigeants locaux. La bourgeoisie « yougoslave » (c'est-à-dire fédérale) n'a plus qu'une base réduite à l'appareil central de l'Etat, et donc guère viable.

La crise économique et le nationalisme

Les années 1968 à 1971 sont marquées par de multiples mouvements de grève d'une part et la résurgence du nationalisme dans la plupart des républiques. C'est l'effet à retardement de la réforme économique dans un pays qui n'est quand même pas très riche.

Tito et son régime y répondent de manière administrative : répression et purges d'un côté, modifications constitutionnelles pour empêcher le développement du nationalisme croate ou serbe. Mais de telles mesures autoritaires antinationales ne peuvent que renforcer le ressentiment et donc le nationalisme des bourgeoisies locales, dans la mesure où on ne s'attaque pas à leur pouvoir économique. La Constitution de 1974 sera ainsi toujours considérée par les dirigeants serbes comme une humiliation et une restriction de leurs « droits nationaux ».

La bourgeoisie étatique de chaque république, confrontée aux difficultés économiques croissantes, trouve un dérivatif dans le nationalisme avec ses boucs émissaires : le pouvoir central, les minorités etc. Ainsi Milosevic apparaît logiquement, de la même manière que la crise en Europe occidentale produit des Le Pen, Pasqua et des mesures anti-immigrés. En Yougoslavie, l'imbrication des nationalismes a grandement facilité et accéléré cette évolution.

« Au début des années 70 la bureaucratie s'est mise à produire une nouvelle idéologie, le nationalisme, tout en renforçant la répression contre toutes les aspirations à des réformes démocratiques orientées vers la création d'une société civile et d'un Etat de droit (...). Une fois épuisées les possibilités de légitimer l'absolutisme en faisant appel aux intérêts des producteurs des valeurs matérielles de la société, la bureaucratie 'est présentée comme le producteur des intérêts de sa propre nation ».

(Miladin Zitovic, Cercle de Belgrade)

A partir des années 80 et de la mort de Tito, c'est l'accélération brutale, renforcée par la crise catastrophique de la Yougoslavie. C'est l'apparition ouverte des aspirations à l'indépendance en Slovénie, en Croatie, la renaissance d'un chauvinisme fascisant en Serbie. La Yougoslavie a commencé à éclater (voir Partisan N°67).

Du centralisme bureaucratique au populisme fascisant

Mais on ne peut en rester strictement au plan économique pour expliquer le développement de l'ultranationalisme dans les masses, ainsi d'ailleurs qu'une idéologie strictement fasciste chez une partie des intellectuels serbes et croates (il faut savoir que la « purification ethnique » n'est pas qu'une réalité atroce, mais que c'est un concept théorisé et planifié, à l'image du nazisme ou du « peuple élu sur la terre promise »).

Le régime titiste, fédéral ou dans chaque république, était un régime autoritaire, rigidement centralisé, où le débat politique de masse était absent, où les contradictions étaient réglées à coups de purges et de mesures législatives. Il n'y avait aucune éducation politique de masse, aucun esprit critique, et seuls les experts (politiques ou économiques) étaient concernés. En ce sens, parler de « populisme » n'est pas faux, dans la mesure où ces mêmes dirigeants prétendaient agir pour le bien de tous, et entraînaient les masses à les soutenir sur cette base.

Mais quand le carcan du centralisme bureaucratique éclate, le faible niveau d'éducation des masses laisse la porte ouverte à toutes les idéologies, d'autant qu'elles ont été éduquées à suivre des dirigeants. Quand ceux-ci sont de bons démagogues (comme Milosevic), des apparatchiks reconvertis, on peut ainsi passer directement à un soutien large au nationalisme.

La politique révolutionnaire, c'est d'abord l'éducation politique des masses, le développement de leur autonomie et de leur esprit critique, le tout pour défendre leurs intérêts et non ceux d'une couche dirigeante qui cherche à les manipuler.

*Dans tout l'espace de l'Europe centrale et orientale ne fonctionne qu'une seule tradition efficace : le populisme (...). Les virus du populisme, dans l'Europe centrale et orientale post-communiste, ont trouvé un terrain favorable, parfaitement préparé déjà par le collectivisme du socialisme étatique (...). Ceux qui, aujourd'hui, épousent le nationalisme ne doivent pas oublier qu'ils ont reçu leur lit nuptial en cadeau de noces de l'Etat parti. »
(Laslo Vegel, Cercle de Belgrade)*

Quelques leçons en forme d'espoir

Ce retour historique permet de tracer quelques pistes pour le futur de la Yougoslavie, mais aussi pour tous les révolutionnaires.

- 1) Le libéralisme économique mène au nationalisme, et c'est accéléré en période de crise.
- 2) Il ne peut y avoir de libération nationale sans libération sociale.
- 3) En Yougoslavie comme ailleurs, la clé est dans l'éducation politique des masses, leur prise en charge par elles-mêmes de leur destin contre les dirigeants nationalistes.

A.Desaines



Vème Congrès de l'Internationale Communiste (juin-juillet 1924)

Résolution « Sur les Questions nationales dans l'Europe Centrale et dans les Balkans » (extraits)

La guerre impérialiste, où la bourgeoisie s'est efforcée d'entraîner les travailleurs par des mots d'ordre trompeurs sur la protection des petites nationalités et leur droit de disposer d'elles-mêmes, a conduit en réalité, par la victoire d'une des deux coalitions capitalistes, au renforcement des antagonismes nationaux et de l'oppression nationale dans l'Europe Centrale et dans les Balkans.

Dictés par l'Entente victorieuse, les traités de Versailles, de Saint-Germain et ceux qui les ont suivis ont créé, pour la lutte contre la Révolution prolétarienne, de nouveaux petits Etats impérialistes : Pologne, Tchéco-Slovaquie, Yougo-Slavie, Roumanie, Grèce, fondés sur l'annexion de territoires considérables peuplés d'autres nationalités et constituant des foyers d'oppression nationale et de réaction sociale.

La question de l'oppression nationale est aujourd'hui à l'ordre du jour, même pour certaines grandes puissances qui, avant la guerre, étaient les acteurs, et sont devenues maintenant les victimes de la politique d'oppression. L'exemple le plus éclatant en est l'Allemagne. L'impérialisme de l'Entente ne s'est pas contenté d'annexer conformément aux « traités de paix » des territoires peuplés d'Allemands, il a prétendu démembrer l'Allemagne par une série d'annexions raffinées et masquées sous prétexte d' « autonomie nationale » (occupation des villes du Rhin), ou bien par des actes de brigandage non déguisés et dépassant tous les traités, comme l'occupation de la Ruhr.

Ainsi, la question nationale a acquis, après la guerre mondiale, une importance nouvelle et est en ce moment une des questions politiques les plus essentielles de l'Europe Centrale et des Balkans. La lutte des peuples opprimés contre le joug national devient une lutte contre la domination de la bourgeoisie impérialiste sortie victorieuse de la guerre, de même que la consolidation des puissances impérialistes de création récente signifie la consolidation de l'impérialisme mondial. L'importance de cette lutte contre l'oppression nationale est encore accrue du fait que les nationalités opprimées par la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, la Yougo-Slavie, la Roumanie et la Grèce sont composées en majeure partie de paysans et que leur lutte pour l'émancipation nationale est en même temps une lutte des masses paysannes contre les propriétaires fonciers et les capitalistes d'autres nationalités.

En conséquence, les partis communistes de l'Europe Centrale et des Balkans doivent soutenir de toutes leurs forces le mouvement national révolutionnaire des nationalités opprimées.

Le « droit de chaque nation à disposer librement d'elle-même jusqu'à la séparation » doit, dans la période prérévolutionnaire actuelle, s'exprimer dans les Etats impérialistes nouvellement créés par le mot d'ordre : « Séparation nationale des peuples opprimés de Pologne, Roumanie, Tchéco-Slovaquie, Yougo-Slavie, Grèce ».

Le Congrès constate, dans certains partis, l'existence d'une déviation qui consiste en ce que des camarades et des groupes basent leur attitude envers le mouvement national-révolutionnaire de leur pays sur les Etats créés par les traités de Saint-Germain et autres. Ces camarades et ces groupes, au lieu de s'attaquer à ces Etats basés sur l'oppression nationale et dirigés contre la révolution prolétarienne, demandent seulement leur réforme partielle et l'autonomie des populations qu'ils oppriment.

Le Congrès condamne résolument cette déviation, de caractère social-démocrate, de même que la déviation national-bolchéviste, qui fait que des communistes, au lieu de soutenir le mouvement national-révolutionnaire lui-même, se mettent au service des classes possédantes et des partis qui en ont la direction, ce qui revient à placer les travailleurs sous l'influence et l'hégémonie de la bourgeoisie chauvine.

Le Congrès pose aux partis communistes de l'Europe Centrale et des Balkans la tâche suivante : Tout en soutenant de toutes leurs forces le mouvement national-révolutionnaire des peuples opprimés contre le pouvoir de la bourgeoisie dominante, constituer, dans les organisations nationales révolutionnaires, des Cellules communistes, de façon à prendre la tête du mouvement national-révolutionnaire des peuples opprimés et de l'orienter dans une voie claire et bien définie, celle de la lutte révolutionnaire contre la domination de la bourgeoisie, en solidarité étroite avec tous les travailleurs luttant en commun, dans chaque pays, pour le pouvoir ouvrier et paysan. Seule, cette union des éléments communistes à l'intérieur des organisations nationales peut assurer aux classes laborieuses la prépondérance en face des éléments bourgeois, féodaux ou aventuriers qui, trop souvent, les exploitent dans leur intérêt de classe ou en font des instruments de l'impérialisme de tel ou tel gouvernement capitaliste.

Le Congrès met tous les partis communistes en demeure de mener une lutte énergique contre la haine nationale et le chauvinisme allumés par la bourgeoisie et les partis social-traîtres, en expliquant aux travailleurs des peuples opprimés ou oppresseurs le caractère social de l'oppression nationale et de la lutte révolutionnaire nationale, et la dépendance où se trouve cette lutte de celle du prolétariat mondial pour l'émancipation sociale et nationale intégrale des travailleurs.

Le Congrès condamne également la déviation particulariste et estime que l'exercice du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusqu'à se séparer, n'a rien de commun avec le particularisme et n'est pas en contradiction avec le développement des forces de production.

Le Congrès constate la signification contre-révolutionnaire de la politique colonialiste des classes dominantes des petits Etats impérialistes, qui conduit à une exacerbation extrême des antagonismes nationaux. Il oblige les partis communistes de Pologne, de Roumanie, de Yougo-Slavie, de Tchéco-Slovaquie et de Grèce à mener une lutte énergique contre cette politique.

Le Congrès approuve le mot d'ordre, lancé par les partis communistes balkaniques, d'une Fédération des Républiques ouvrières et paysannes, indépendantes et égales, des Balkans.

Constatant la croissance rapide de l'antisémitisme dans les Etats impérialistes nouvellement créés, surtout en Pologne, en Roumanie et en Hongrie, et la tendance des classes dominantes à s'en servir pour distraire l'attention des travailleurs des véritables coupables de leur misère et de la lutte révolutionnaire, le Congrès oblige tous les partis à mener contre l'antisémitisme une lutte résolue et énergique en lançant les mots d'ordre : suppression des limitations de toutes sortes dont souffre la population juive, et pleine liberté pour elle de développement intellectuel. En ce qui concerne la question nationale dans les divers pays de l'Europe Centrale et des Balkans, le Congrès décide :

I. MACEDOINE ET THRACE

I. Les questions de la Macédoine et de Thrace sont, depuis une dizaine d'années, la cause de conflits sanglants incessants entre la Turquie, la Bulgarie, la Grèce et la Yougo-Slavie, et un moyen de politique impérialiste dans les Balkans.

La dernière guerre impérialiste de 1914-1918 dans les Balkans, qui s'est terminée par la ruine économique, l'asservissement politique et le repartage de la Macédoine et de la Thrace entre la Yougo-Slavie, la Grèce et la Bulgarie, a encore envenimé la question nationale et approfondi les haines entre peuples.

Le partage de la Macédoine entre la Yougo-Slavie, la Grèce et la Bulgarie a renforcé l'aspiration des Macédoniens, dans les divers tronçons de leur patrie démembrée, à s'unir et à constituer une Macédoine, une et indépendante. (...)

II. QUESTION UKRAINIENNE

(...)

III. LA QUESTION YOUGO-SLAVE

1. La Yougo-Slavie est un Etat à nationalités multiples. La bourgeoisie serbe, qui exerce l'hégémonie, représente une nation qui ne constitue que 39% de la population. Les autres peuples composant l'immense majorité de la population sont tous plus ou moins soumis à l'oppression nationale et à une politique de dénationalisation.
2. Les Serbes, les Croates, les Slovènes forment trois nations distinctes. La théorie d'une nation serbo-croate-slovène n'est que le masque de l'impérialisme serbe.
3. Le Parti Communiste de Yougo-Slavie doit lutter résolument contre l'oppression nationale sous toutes ses formes, pour le droit des nations à librement disposer d'elles-mêmes, et soutenir les mouvements d'émancipation nationale, en s'efforçant sans cesse de les soustraire à l'influence de la bourgeoisie et de les lier à la lutte commune des travailleurs contre la bourgeoisie et le capitalisme.
4. La question nationale en Yougo-Slavie n'est pas une question constitutionnelle et c'est pourquoi on ne peut l'identifier à celle de la révision de la constitution de Vidovdan. C'est, premièrement, la lutte de populations, opprimées nationalement, pour le droit à disposer librement d'elles-mêmes, et, deuxièmement, la lutte révolutionnaire des travailleurs dans toute la Yougo-Slavie.
5. La lutte contre l'asservissement national, pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris la séparation, et pour le pouvoir ouvrier et paysan doit être liée à la lutte contre la bourgeoisie serbe, contre la monarchie et contre la sanction politique de la constitution de Vidovdan.
6. Quoique la question nationale ne puisse être résolue par la révision de la constitution, le Parti Communiste de Yougo-Slavie doit tout de même prendre une part active à la campagne de révision, afin de renverser le régime d'oppression de la bourgeoisie serbe et de conquérir le maximum de garanties, de droits politiques et de liberté pour les travailleurs des nationalités opprimées, en s'efforçant sans cesse de les unir dans la lutte pour la création d'un pouvoir ouvrier et paysan et en leur expliquant que, seul, il peut résoudre définitivement la question nationale.
7. Etant donné qu'il existe en Yougo-Slavie un mouvement de masse contre l'oppression nationale sous toutes ses formes, le problème national a une forme actuelle bien nette et intéressant directement les travailleurs.
Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes doit être formulé par le Parti Communiste de Yougo-Slavie comme le droit, pour la Croatie, la Slovénie et la Macédoine, de se séparer de l'Etat yougo-slave et de former des républiques indépendantes.
8. En ce qui concerne la population croate et slovène des territoires occupés par l'Italie, le Parti Communiste italien devra mener sa propagande dans le sens des mots d'ordre indiqués plus haut, en liaison avec le parti frère de Yougo-Slavie.

Le déroulement du conflit

Partisan N°80 – Mai 1993

Bosnie : quelques réflexions

La guerre dans l'ex-Yougoslavie apporte chaque jour son cortège d'horreurs, complaisamment relayées par les médias. Combats pour Srebrenica, parachutages américains, motions à l'ONU... les événements se succèdent dans la confusion, sans logique apparente. Un meeting à la Mutualité, le 5 avril dernier montrait jusqu'où pouvait aller cette confusion : députés de droite, néofascistes, intellectuels style Bernard-Henri Lévy, « progressistes », SOS Racisme, LCR côté à côté dans un meeting de soutien à la Bosnie !

Sans prétendre donner de réponse définitive, essayons de nous retrouver dans l'actualité.

Le Plan Vance-Owen, c'est le dépeçage de la Bosnie

Le Plan Vance-Owen a été négocié sous l'égide des Nations Unies sur la base de la « cantonisation » de la Bosnie, en fonction de critères ethniques supposés purs. Cela donne une sorte de peau de léopard, multi-taches et incohérent.

Ce découpage n'a aucune réalité historique et nationale et ne correspond qu'au dépeçage de la Bosnie au profit des nationalistes croates et serbes, selon leurs intérêts. Ce qui reste aux Bosniaques est dérisoire et invivable. Par ailleurs, il encourage dans les faits la partition sur des critères ethniques par ailleurs contestables (voir plus loin).

L'ont accepté les milices nationalistes croates qui y trouvent ce qu'elles demandaient, et le gouvernement bosniaque, malgré ses réticences, qui s'imagine sans doute obtenir ainsi un soutien plus large de « la communauté internationale ». Les milices nationalistes serbes de Bosnie l'ont refusé parce qu'elles le jugent insuffisant. De toutes les façons, accepté ou refusé, une Bosnie ainsi charcutée n'a aucune chance de survie.

Ce plan est un trompe l'œil à objectif unique : obtenir la paix en ex-Yougoslavie, mais pas n'importe quelle paix. Celle qui serve les intérêts des grandes puissances impérialistes, engagées d'un côté ou de l'autre. S'il faut pour cela démembrer une nation, donner toutes les concessions aux divers nationalistes, cela n'a aucune importance pour les impérialistes, montrant ainsi leur hypocrisie à propos des « frontières immuables » quand il s'agit de parler de l'Afrique ou du Koweït.

Il n'y a pas eu d'intervention militaire en ex-Yougoslavie, malgré les appels désespérés du gouvernement bosniaque et il n'y en aura vraisemblablement pas. Les parachutages servent de cache-sexe à l'acceptation du dépeçage, et l'embargo total récemment voté contre la Serbie sera levé dès que les affaires reprendront. Ainsi en a-t-il été avec la Chine après les massacres de Tien-An-Men...

Les occidentaux ne sont nullement impuissants

Tout le discours officiel tourne autour de l'impuissance des Occidentaux face à la barbarie des miliciens.

C'est une vaste fumisterie. Les Occidentaux ont été particulièrement actifs dans le démembrement de l'ex-Yougoslavie. Rappelons encore une fois le soutien de l'Allemagne à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, avant même qu'elles ne soient proclamées, provoquant ainsi l'éclatement de la fédération. Rappelons que l'Allemagne réussissait à entraîner la CEE sur cette position. Rappelons le soutien historique de la France et de la Russie aux Serbes, et en particulier leur silence complice face à la montée du nationalisme fascisant.

Aujourd'hui, ils se lamentent autour de la situation qu'ils ont eux-mêmes provoquée ! Evidemment, si tout avait pu se passer pacifiquement, ils s'en porteraient mieux (et surtout leurs affaires). Mais ils ont provoqué le dépeçage, ils ont favorisé le nationalisme au nom du supposé combat contre le « communisme ». Ils ont semé le vent, les masses yougoslaves ont récolté la tempête.

Eux aussi seront comptables de la barbarie et des morts !

Quant à maintenant compter sur eux pour arrêter la barbarie, c'est vraiment de l'aveuglement...

Les dirigeants croates et serbes dans le même sac

Rares sont ceux qui osent aujourd'hui mettre en cause les milices nationalistes soutenues par Zagreb et son président Tudjman. En effet, au combat aux côtés des forces bosniaques contre les milices nationalistes serbes soutenues par Belgrade et Milosevic, elles donnent l'impression d'être dans le « bon » camp. Au moins selon les critères impérialistes.

Or le gouvernement de Zagreb est aussi nationaliste que celui de Belgrade. Il amnistie des criminels de guerre nazis croates (les fameux Oustachis), s'oppose aux forces modérées par exemple en Istrie (partie de la Croatie proche de l'Italie), qui s'est opposée au parti ultranationaliste. Les massacres de Serbes en Krajina valent ceux de Srebrenica et l'intervention des milices croates en Bosnie est tout à fait intéressée. Il s'agit seulement d'empêcher les milices serbes de s'emparer de toute la Bosnie !

Il y a quelques semaines, une nouvelle est passée presque inaperçue : les milices nationalistes croates mettaient en demeure le gouvernement bosniaque d'appliquer avant l'heure le Plan Vance-Owen et donc de retirer ses troupes des cantons « croates » en Bosnie. Aujourd'hui, les accrochages se multiplient car pour les nationalistes croates, la cause est entendue, il n'y a plus qu'à se déchirer les dépouilles de la Bosnie...

Les campagnes antisербes se sont multipliées en Europe, sous les formes extrêmes des affiches de Médecins du Monde faisant l'amalgame avec Hitler... Mais à faire le silence sur les nationalistes croates qui ne valent pas mieux, on renforce le nationalisme de tous les camps !

Faut-il défendre la Bosnie ?

Autant dirigeants nationalistes serbes et croates doivent-ils être dénoncés avec la même fermeté, autant le cas bosniaque est plus complexe.

D'abord, la nation musulmane n'existe pas. C'est une création administrative qui date de 1971 pour empêcher (déjà !) le dépeçage de la Bosnie. Les Musulmans, ce sont seulement des Serbes islamisés, ni plus ni moins. Le nationalisme « musulman » n'a donc pas de base pour prospérer, encore que le président bosniaque Izetbegovic soit l'auteur d'un manifeste intitulé « Pour un état islamique »...

Par contre, pourrait bien exister une nation bosniaque, fragile, mais réelle. A l'image de tous ceux qui refusent le nationalisme et de se ranger sous tel ou tel drapeau, il y a, particulièrement en Bosnie-Herzégovine une longue tradition de coexistence pacifique, multi-ethnique et multi-religieuse. 41% de « Musulmans », 31% de Serbes, 17% de Croates, selon le recensement de 1992 se retrouvent dans le pays. Le Président de l'Assemblée Nationale, le commandant en chef adjoint de l'armée bosniaque sont Serbes. Des « traîtres » pour les nationalistes. Bien que cela ne transparaisse pas dans les discours du Président, l'ambassadeur de la Bosnie en France (également Serbe) fait systématiquement référence à un pays multiculturel, multi-ethnique, multireligieux. Le seul journal paraissant à Sarajevo (largement popularisé par la presse occidentale) est multi-ethnique.

Bref, face à des forces nationalistes fascisantes (serbes et croates) il semblerait qu'on ait des forces bosniaques démocratiques bourgeoises. On ne peut donc pas tout mettre « dans le même sac ». Mais faut-il pour autant soutenir la Bosnie en général, et ses dirigeants en particulier ?

La confusion du soutien

A voir la participation au meeting du 5 avril [1993] à la Mutualité, il y avait un malaise. Se retrouver entre un néofasciste de « Nouvelle Solidarité » et Francis Jeanson du soutien au FLN pendant la Guerre d'Algérie, face à Jean d'Ormesson du « Figaro » pose quand même un problème. Cette confusion vient de la nature du combat en cours. C'est un combat « national multi-ethnique » de la Bosnie pour son droit à la survie en tant qu'Etat, indépendamment de tout contenu social. Voilà qui peut regrouper à la fois des démocrates bourgeois traditionnels attachés au droit, des réformistes radicaux qui insistent sur le « métissage des cultures », des fascistes acharnés opposés aux prétendus « communistes » serbes.

Mais est-il pour autant possible de se revendiquer à ce propos du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ? Il nous est difficile d'y répondre. Nous ne connaissons pas ou très mal la situation économique et sociale de la Bosnie, les différences entre secteurs paysans (plutôt serbes et croates) et citadins (plutôt bosniaques), les contradictions politiques (rappelons que les dernières élections ont donné leurs poids aux diverses forces nationalistes en Bosnie même, en protestation peut-être... mais quand même !), les visées de l'impérialisme sur ce pays, le poids de la crise économique et les relations avec les autres républiques, les raisons qui ont poussé la Bosnie à proclamer son indépendance (pour ne pas rester seule sous la coupe de Belgrade, c'est une raison certainement mais nous en ignorons les fondements) etc. Depuis des dizaines d'années les Balkans forment une mosaïque complexe où les révolutionnaires ont du mal à s'orienter. Le chemin passe-t-il par la défense de la Bosnie indépendante ? Par le combat une nouvelle fédération réunifiée des Balkans, sans tenir compte des frontières actuelles, comme le prônait l'Internationale en 1924 ? Par la reconstitution de l'ex-Yougoslavie sur des bases internationalistes ?

Nous ne le savons pas, et seuls les vrais révolutionnaires yougoslaves pourraient nous aider à y voir clair. Malheureusement, nous ignorons s'ils existent ou non, les seuls échos qui nous parviennent sont ceux des forces démocratiques pacifistes et antinationalistes. Notre soutien leur est acquis pour ce qui est du combat contre le chauvinisme et la barbarie. Pour ce qui est de l'avenir des Balkans, nous ne leur faisons pas plus confiance qu'à d'autres... On voit là cruellement les effets de l'absence d'une part de ces vrais révolutionnaires, d'autre part d'une Internationale regroupant les militants du monde entier et capable de les aider à trouver le chemin... C'est de ce point de vue que nous ressentons cruellement notre impuissance, non seulement à agir, mais même seulement à y voir clair...

« Des armes pour la Bosnie » ?

Cette confusion conduit toutes les forces à soutenir sans condition le gouvernement bosniaque, à exiger la levée de l'embargo et à livrer des armes à la Bosnie. Position reprise par Marek Halter (fameux sioniste qui prône l'écrasement des Palestiniens), SOS Racisme et jusqu'à la LCR.

Nous sommes contre tout embargo impérialiste (armes ou pas armes) car nous sommes contre les gendarmes du monde. Nous le sommes en négatif, et non pas au nom d'un quelconque soutien à la Bosnie, la Serbie, l'Irak, la Lybie ou Cuba. Mais nous sommes contre le mot d'ordre « des armes pour la Bosnie », qui est bien loin de celui que nous avons avancé par exemple après la Guerre du Golfe « des armes pour le peuple kurde ». Dans le deuxième cas, il y a une guerre populaire de libération en cours qu'il fallait aussi soutenir, alors qu'il s'agissait de se démarquer du courant humanitaire.

Aujourd'hui, relativement à la Bosnie, il s'agit du soutien à un gouvernement bourgeois qui place tous ses espoirs dans l'appui des puissances impérialistes et sur lesquels l'appel vise à faire pression.

Quant aux appels guerriers et pressants à l'intervention militaire directe de l'ONU et des grandes puissances, outre leur rôle dans le déclenchement du conflit, citons « Alerte » : « *La logique de la guerre, encouragée par l'ONU et la CEE a tout emporté sur son passage. Quant à confier cette mission de défense de la démocratie, d'annihilation des milices fascistes, de renversement des pouvoirs chauvins et de restauration de la souveraineté d'un peuple, à nos légionnaires et à nos militaires qui viennent à peine d'achever la « méga-rationnade » contre l'Irak, ce serait vraiment prendre Rambo pour Fanfan la Tulipe !* ».

Enfin dernier parallèle contestable, celui de la Guerre d'Espagne. De nombreux intellectuels revendiquent la création de Brigades Internationales pour défendre la Bosnie, l'image de celles qui ont combattu contre Franco entre 1936 et 1938. Il s'agissait alors de défendre la République Espagnole du Front Populaire qui surgissait dans les décombres de la monarchie (abolie en 1931). Quelles qu'en soient les illusions, hésitations, et les contradictions du mouvement, il s'agissait de défendre un idéal social de bouleversement de l'ordre passé, que Franco voulait restaurer, contre les visées capitulardes des grandes puissances impérialistes inquiètes de la poussée du communisme. Et d'ailleurs la composition ouvrière, communiste et anarchiste des Brigades Internationales en est le témoin.

Tel n'est pas le cas en Bosnie. Faute d'une telle perspective, les éventuelles Brigades ne seraient que les mercenaires de l'ONU et des puissances impérialistes. D'ailleurs, force est de constater que les seuls à s'être engagés pratiquement sont les aventuriers mercenaires et certains militants fascistes.

En conclusion...

Nous sommes impuissants face à la situation dans l'ex-Yougoslavie, le reconnaître n'est pas honteux. Pourtant, face aux leçons qu'on peut en tirer nous ne sommes pas impuissants : lutte contre le chauvinisme et le nationalisme sous toutes leurs formes, lutte pour l'abolition des inégalités économiques, qui provoquent et renforcent les conflits nationaux, lutte contre l'ingérence impérialiste et ensuite son hypocrisie humanitaire, lutte pour un projet politique et social réellement révolutionnaire, lutte pour une véritable solidarité internationale des exploités au-delà des frontières...

Même si nous ne pouvons pas pour le moment nous situer par rapport à l'ex-Yougoslavie, voilà déjà du pain sur la planche pour ici !

Correspondant VP

Partisan N°88 – Mars 1994

Editorial : la loi du plus fort... c'est la guerre !

La « paix » du Nouvel Ordre Mondial

Les miliciens nationalistes serbes de Karadzic se sont donc finalement pliés à l'ultimatum de l'OTAN. Qui n'a pas été surpris par l'atmosphère de fête qui régnait parmi eux à cette occasion ? Soyons clairs : l'intervention des casques bleus ne fait qu'entériner le partage déjà acquis. Il permet même le redéploiement de l'artillerie lourde des nationalistes serbes ailleurs en Bosnie, dans les autres zones toujours en conflit. Il reproduit le désarmement de l'armée bosniaque par l'ONU il y a un an à Srebrenica : cette ville est aujourd'hui toujours bombardée.

L'obus meurtrier sur le marché de Markale n'aura probablement amené qu'un peu de répit aux habitants de Sarajevo, toujours assiégés et désormais désarmés par ceux-là même qui prétendent les défendre. Pour combien de temps ? On comprend l'amertume des Bosniaques qui, une fois de plus, sont sacrifiés sur l'autel de la « paix ». Or cette paix, c'est celle du plus fort, celle du dépeçage de la Bosnie-Herzégovine, celle du nationalisme et de l'ultra-chauvinisme. C'est celle du Nouvel Ordre Mondial et des grandes puissances impérialistes.

Pourquoi la menace d'intervention ?

Il a fallu plus de 46 résolutions inappliquées de l'ONU pour que la menace soit un peu moins timide, sans pour autant d'ailleurs qu'elle soit mise à exécution. C'est que les contradictions entre les grandes puissances se sont développées.

L'Allemagne a des intérêts économiques directs dans la région (50% des importations et des exportations européennes de l'ex-Yougoslavie, 70% du commerce de la Slovénie, par exemple). Les immigrés, et aujourd'hui les réfugiés yougoslaves sont très nombreux et poussent à l'intervention pour « pacifier » la région et permettre leur renvoi, alors que les difficultés économiques s'accroissent après la réunification.

La France est intervenue pour ne pas laisser le champ libre à l'Allemagne, en utilisant son atout, la puissance militaire.

Confronté à un discrédit important au niveau intérieur (incapacité à régler le problème du chômage), au même discrédit au plan international (des paroles, rien que des paroles...) le gouvernement Balladur et Mitterrand ont décidé de hausser le ton pour récupérer un peu de crédibilité.

Les Etats-Unis sont peu influents dans la région, ce qui leur permet de tenir des discours très radicaux sans avoir à les appliquer. Cela ne les empêche pas de former la colonne vertébrale de l'axe militaire, de mettre un pied dans la partie sud des Balkans, en Albanie (installation de cinq avions espions), au Kosovo et en Macédoine.

Quant à la Russie, elle réapparaît spectaculairement sur la scène internationale. La crise économique est catastrophique et provoque une vague nationaliste en soutien aux nationalistes serbes qui est un puissant dérivatif. Nation dépeçée (l'éclatement de l'URSS), humiliée, en ruine, le parallèle avec l'Allemagne de l'entre deux guerres et la percée du nazisme saute aux yeux.

Les enjeux économiques directs en Bosnie sont faibles. Il n'empêche que l'accroissement des difficultés internes comme des rivalités mondiales montrent comment un petit foyer de tensions peut accentuer de grosses contradictions...

Réapparition des risques de guerre

Le Nouvel Ordre Mondial est en pleine évolution. Après la Guerre du Golfe où les intérêts économiques étaient évidents et le consensus relativement acquis, l'intervention en Bosnie montre que les rivalités entre grandes puissances s'accroissent. Sarajevo et ses habitants sont bien loin, le conflit prend des ramifications européennes et mondiales. Oh, il n'y aura pas d'éclatement immédiat, mais ce qui se passe actuellement va peser pour le futur. Les risques de conflit généralisé réapparaissent sous une nouvelle forme, même s'il est impossible de prédire s'il éclatera, où et quand.

Les requins des grandes puissances cherchent à se repartager le monde dans une situation économique difficile. Ils sont prêts à tout pour ce repartage, à la barbarie de la guerre, à sacrifier les peuples (aujourd'hui le peuple bosniaque) pour leurs intérêts économiques et militaires.

Définir les camps

Voilà qui nous permet en opposition de définir notre camp, celui des peuples, des internationalistes, de la libération sociale.

Nous disons NON au Nouvel Ordre Mondial des grandes puissances qui prétendent régenter le monde. Cela veut dire :

- Non à la démilitarisation de Sarajevo, qui n'est que l'acceptation de la loi du plus fort ;
- Non à toute intervention militaire quels qu'en soient les pseudos motifs humanitaires
- Levée de tous les embargos et blocus qui ne sont que la manifestation de l'ordre de ces brigands
- Retrait des Casques Bleus dont la présence entérine ces rapports de forces et contribue à l'emprisonnement des populations.

Notre soutien va aux anti-chauvins de tous les camps, aux intellectuels serbes de Belgrade qui tentent difficilement de faire entendre la voix d'une « autre Serbie », aux déserteurs, aux pacifistes de Croatie, aux combattants bosniaques effectivement et ouvertement anti-chauvins.

Au-delà, notre soutien va à tous les militants yougoslaves qui tentent d'élaborer une nouvelle voie de libération sociale, sur les ruines du nationalisme et de l'exploitation.

BOSNIE

Partisan N°89 – Avril 1994

L'accord « croato-musulman » c'est le partage ethnique de la Bosnie

Nouvel accord en Bosnie, cette fois sous l'égide des Etats-Unis : va-t-on enfin arriver à un accord, même partiel, un début de solution en mettant déjà d'accord deux des trois protagonistes ? Le débat est chaud, en particulier chez nos camarades bosniaques en France.

Un accord qui ne règle rien

Cet accord pour une fédération croato-musulmane en Bosnie n'a en fait rien d'une solution. Relevons-en quelques termes : une présidence tournante alternée croate et « musulmane ». Un quota minimum de ministres et de députés croates à l'assemblée. La nomination des juges sur une base ethnique paritaire... Bref, il s'agit ni plus ni moins d'une **définition ethnique** du pouvoir au niveau de l'appareil d'Etat.

- 1) Cet accord exclue tous les bosniaques qui ne se définissent ni comme croates, ni comme musulmans. Qu'ils soient Serbes, Hongrois, Juifs, athées ou n'importe quoi, ils n'ont plus voix au chapitre.
- 2) Cet accord va renforcer le courant nationaliste en Bosnie, puisqu'il va falloir maintenant organiser la **définition officielle** de la nationalité de chacun. Avec des commissions tristement célèbres... dont la tâche sera particulièrement ardue avec les multiples couples mixtes (sur plusieurs générations successives !)
- 3) Cet accord exclue les Serbes et favorise donc par définition tous les projets des nationalistes serbes, en particulier celui de la Grande Serbie rattachant les zones qu'ils contrôlent à la Serbie. Il entérine donc l'éclatement de la Bosnie.

Cet accord n'a rien à voir avec la Bosnie multiculturelle que nous défendons, au contraire même. Il officialise la partition, il officialise le nationalisme. Une telle polarisation ne peut évidemment conduire qu'à de nouveaux affrontements, à l'image de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie ou du Liban confessionnel. Imaginons un instant un Croate officiel condamné par un juge officiellement musulman (ou l'inverse...).

Izetbegovic démasqué

Le gouvernement bosniaque a signé cet accord. C'est grave, mais cela a au moins un avantage : celui de lever le voile sur les prétentions multiculturelles et multiethniques de Izetbegovic. Cela montre que ce n'était pour lui que des discours destinés à obtenir le soutien de l'Occident, c'est plus présentable que le « nettoyage ethnique » à la sauce nationaliste serbe ou croate. Quant à l'opinion de la population bosniaque, il s'en moque.

Izetbegovic revient à ses amours, la politique de son parti nationaliste musulman, le SDA. C'est le retour aux élections de 1990 où les trois partis nationalistes s'embrassaient pour fêter leur victoire commune sur l'ancien régime... On a vu ce que cela donnait !

Nous défendons un principe démocratique de base, l'égalité des droits politiques et sociaux, indépendamment de l'origine ethnique ou raciale. **Nous ne pouvons donc pas défendre le gouvernement bosniaque.** Au contraire, nous devons défendre tous ceux qui en Bosnie persistent à se revendiquer d'une société véritablement multiculturelle et qui aujourd'hui sont des opposants à Izetbegovic et au SDA.

Soutenir l'opposition démocratique et de classe

Qui sont ces opposants ? D'une part tous ceux qui à Sarajevo, Mostar, Tuzla ou ailleurs se battent à leur échelle comme ils peuvent (mais sans concession) contre le nationalisme : artistes, enseignants, intellectuels, responsables politiques...

Et puis il nous faut défendre le secteur le plus avancé de cette résistance, le mouvement ouvrier de Tuzla et de sa région. Les ouvriers n'ont pas d'intérêt à défendre, ils n'ont que leur force de travail, ils ne sont pas non plus liés à la terre comme les paysans. Les mineurs d'origine croate, serbe, musulmane ou autre travaillent et luttent ensemble depuis des années contre l'exploitation des bourgeois (également croates, serbes ou musulmans). Ils ont en plus une riche expérience de solidarité internationale. Cela ne veut pas dire qu'ils soient insensibles au nationalisme, simplement qu'ils forment la base la plus solide pour y résister. A l'heure de l'accord accepté par Izetbegovic, la région de Tuzla est un obstacle majeur à la partition. On peut imaginer que c'est maintenant là que vont se concentrer les attaques pour faire plier cette résistance ouvrière au nationalisme et au chauvinisme. D'où l'importance de ce soutien.

A. Desaines

Partisan N°101 – Juin/Juillet 1995

Grandes manœuvres impérialistes

Une fois de plus, l'affaire des Casques Bleus prisonniers a mis au grand jour le fond de la politique de l'ONU. Karadzic a manœuvré de main de maître, pour arriver à se présenter en fin de compte, une fois les militaires libérés, comme raisonnable et ouvert à la négociation... Et comme en plus il a obtenu en échange l'arrêt des frappes aériennes, de quoi se plaindrait-il ?

L'ONU n'interviendra pas, et ni la récupération du pilote US abattu (certainement avec l'autorisation tacite des tchetniks, trois hélicoptères gros porteurs qui interviennent comme ça, sans dommage, ça ne vous paraît pas bizarre ?), ni l'installation de la Force de Réaction Rapide n'est là pour affronter Karadzic. Le rôle de l'ONU et des grandes puissances, depuis le début de la guerre, est de faire accepter une partition de la Bosnie, en autorisant la création d'une Grande Serbie et le découpage ethnique. C'est pour cela que Milosevic est de retour en grâce après avoir été qualifié de nazi. Aujourd'hui, il est considéré par Juppé comme le partenaire incontournable d'un accord de « paix » (lisez partition). Et lors de sa conférence de presse du 3 juin, Chirac n'a pas eu un mot pour les peuples de la région, en particulier bosniaque, pris en otage par les fascistes.

La contradiction avec Karadzic et ses miliciens ne porte que sur le pourcentage. Celui-ci a parfaitement compris que l'ONU n'interviendrait pas, et dans ce cadre, il joue le rapport de force pour en gagner encore plus. Depuis le début de la guerre, chaque accord de « paix » (Vance-Owen, Vance-Owen-Stoltenberg, groupe de contact) a cédé un peu plus devant lui. Pourquoi ne continuerait-il pas ?

L'impérialisme a joué avec le feu dans la région, chaque grande puissance essayant de s'appuyer sur tel ou tel dirigeant nationaliste pour récupérer une zone d'influence. Bourgeois français, anglais, allemands, russes, italiens, jusqu'aux américains auparavant absents et aux grecs, chacun a essayé de tirer son épingle du jeu. Une fois la poudrière explosée et les positions établies, il faut maintenant calmer le jeu, établir la paix impérialiste du Nouvel Ordre Mondial. Celle-ci passe par une Serbie forte, seul régime de la région capable de jouer le rôle de gendarme (et donc la stabilité de la matraque), à l'instar de l'Iran du Shah dans le passé, de l'Arabie Saoudite, d'Israël, de la Turquie, de l'Afrique du Sud ou de l'Indonésie.

Le problème, c'est que Karadzic en veut plus que ce qu'on lui propose... Après l'avoir soutenu indirectement (voir le sentiment toujours très proserbe de l'opinion) ou directement (comme dans la poche de Bihac avec le soutien de Fikret Abdic son allié), difficile de s'en débarrasser !

Deux issues possibles selon l'ONU : Karadzic devient raisonnable, l'accord de paix est signé et la Bosnie est démantelée. Karadzic refuse de se soumettre et c'est à terme son élimination, directe ou indirecte, politique ou militaire. Ce qui entre temps n'empêchera pas la poursuite de la guerre. Une autre issue est possible : l'écrasement du fascisme, et dans tous les pays de la région la mise en place de régimes opposés au nationalisme, quel que soit son origine et au service des peuples. Ce n'est pas vraiment la politique de l'ONU ...

Quoiqu'il en soit, pas question d'exiger quoi que ce soit de l'ONU et des Casques Bleus. Au contraire, nous disons : retrait des Casques Bleus et de l'ONU ! Retrait de toutes les troupes étrangères ! Levée de tous les embargos et blocus ! Halte aux ingérences des grandes puissances !

Partisan N°102 – Septembre 1995

Ex-Yougoslavie : un été meurtrier

L'été qui vient de s'achever a été celui de l'ex-Yougoslavie. Offensives militaires de l'armée bosniaque, chute des enclaves de Srebrenica et de Zepa prises par les forces fascistes de Karadzic en juillet, guerre éclair de la Croatie en Krajina début août, intervention militaire de l'OTAN fin août, tout s'est accéléré. Bombardements, colonnes de réfugiés, témoignages d'horreurs nous ont accompagné au fil des jours avec pour objectif soit de nous réduire à l'impuissance (« on ne comprend plus rien, ce sont tous des barbares »), soit de nous mener à soutenir l'intervention des grandes puissances.

Alors, prenons le temps de faire le point avec un minimum de recul.

Le nationalisme mène à la purification ethnique

L'exode massif de la population serbe de Krajina vers la Bosnie et la Serbie a montré jusqu'où pouvait mener le nationalisme : à la purification ethnique. Qu'elle soit sanglante et barbare à la mode tchetnik (exécution massive, camps de concentration, viols, disparitions des hommes, par exemple de tous les habitants adultes mâles de Srebrenica), ou plus policée à la mode croate (départ des familles par convois entiers), c'est la même politique : l'affirmation raciste et fasciste que des nationalités différentes ne peuvent vivre côte à côte.

Voilà où mène le nationalisme : la peur fanatique de l'étranger, de « l'autre », entretenue par les massacres, la rumeur, les médias et les officiels, la thèse du « peuple céleste » ou de la race supérieure. On a même vu des réfugiés serbes de Krajina refuser de descendre du train au Kosovo où ils avaient été conduits par le gouvernement serbe, par peur « d'être égorgés par les Albanais ». Le nationalisme serbe se retourne contre lui-même...

Dans une région du monde où les nationalités sont mélangées depuis des siècles, où aucune famille ne peut prétendre à la « pureté ethnique », où Serbes, Croates, Musulmans, Juifs, Tziganes, Hongrois, Italiens et autres vivaient côte à côte, se mariaient ensemble depuis des dizaines d'années, le nationalisme ne peut conduire qu'à la purification ethnique : pour préserver « sa » nation, chassons les autres, regroupons-nous « entre nous ». Et donc collusion entre les divers dirigeants nationalistes, seulement opposés sur la définition des zones qui leur reviennent. Milosevic, Tudjman, Izetbegovic se retrouvent dans cette logique réactionnaire, fascisante. A supposer qu'elle soit pacifique et démocratique, la séparation sur des bases ethniques et nationales serait toujours réactionnaire. En ce sens (et sans pour autant soutenir Milosevic et autres fascistes) on peut comprendre la nostalgie de l'ex-Yougoslavie présente par exemple massivement chez les Bosniaques : du point de vue de l'Histoire et de la tendance à la fusion des nations, son démembrement sous l'effet de ses contradictions internes est tout à fait réactionnaire.

Cela pose, au-delà de la Bosnie, la question de la coexistence de tous les peuples de la région, de la Fédération socialiste des peuples des Balkans soulevée dès le début du siècle. Il faudra en trouver une version actualisée à la fin de ce même siècle, capable de surmonter les haines et les divisions surgies lors de ce conflit.

Colons et réfugiés

150 000 Serbes de Krajina en colonnes sur les routes vers la Bosnie ou la Serbie.

Banja Luka, ville doublement purifiée : les Croates, Musulmans et autres ont été massacrés ou chassés dès 1992, et elle est en train d'être repeuplée de réfugiés serbes de Krajina. Le Kosovo, où les Albanais (90% de la population) subissent depuis des dizaines d'années une oppression nationale de la part du régime serbe, qui profite aujourd'hui de l'occasion pour le coloniser avec les mêmes réfugiés de la Krajina.

Tant qu'il y aura des réfugiés chassés de leur terre natale, il y aura guerre et nationalisme. Et de l'autre côté, les colons seront les meilleurs défenseurs des nouvelles acquisitions « nationales ». Comme en Palestine, face à la politique sioniste de « la terre promise pour le peuple élu ». L'épuration ethnique prétend résoudre les problèmes (mais lesquels, au fait ?) par la séparation, elle ne fait que semer les conflits des années à venir.

En ce sens, le nationalisme croate n'a rien à valoir au nationalisme serbe, même si le niveau de barbarie n'est pas le même. Il ne s'agit là que d'une différence de degré, pas de nature ; et encore, il ne faudrait pas oublier les quelques « Oradour » provoqués par le HVO contre les Serbes ou les Musulmans en Krajina ou en Bosnie en 1992/1993 et qui ont provoqué l'exode de juillet dernier.

L'offensive croate

Belle unanimité pour soutenir l'offensive croate en Krajina. Enthousiasme à Sarajevo et même à Tuzla, face à la première défaite militaire majeure des Tchetsniks. Silence pudique sur l'épuration ethnique ainsi souhaitée et provoquée.

Mais quelle est l'objectif de cette offensive ? S'inscrit-elle dans le combat antifasciste et antinationaliste qu'il faut soutenir ? Evidemment non. Comme le faisaient remarquer certains militants bosniaques, le début de l'offensive a commencé par la prise de certaines villes contrôlées par les Tchetsniks en territoire bosniaque (Bosanska Grahovo et Glamoc), et c'est le drapeau croate qui y a pourtant été planté par le HVO.

Le fameux croquis de Tudjman révélé par la presse montre bien l'objectif recherché : la constitution d'une Grande Croatie et d'une Grande Serbie avec le dépeçage de la Bosnie, en accord avec Milosevic. Car les relations secrètes n'ont pas cessé entre les régimes nationalistes, qui fondamentalement partagent la même orientation, même si sa mise en œuvre est différente.

Se réjouir de l'offensive croate, c'est de la courte vue, c'est oublier la politique et le sens du combat qui s'y mène, et c'est s'exposer à de terribles désillusions à l'avenir.

Les bombardements de l'OTAN

En ce début du mois de septembre, l'actualité est tournée autour des bombardements massifs de l'OTAN sur les positions des Tchetsniks. Et l'on voit certains commentateurs naïfs s'étonner : « mais comment est-ce possible, voilà, des années qu'on nous disait qu'une intervention militaire d'ampleur n'était techniquement pas envisageable ? ». D'autres (en particulier la plupart des sympathisants de la cause bosniaque) se félicitent de cette intervention, et en demandent encore plus.

Il faut bien comprendre que les raisons de ces bombardements sont exactement les mêmes que celle de la passivité de l'ONU pendant trois ans. Il s'agit de faire accepter un plan de partition de la Bosnie, d'ailleurs encore en retrait par rapport aux précédents (par exemple l'abandon de l'enclave de Gorazde, ou l'élargissement du couloir de Brcko). Après avoir essayé toutes les tentatives diplomatiques et être arrivé dans une impasse, il s'agit de donner une grosse claque aux Tchetsniks pour les conduire à être raisonnables et accepter ce qu'ils refusaient jusque là. Milosevic est d'accord, même le boucher Mladic s'y résigne, seul Karadzic s'obstine : on va le faire plier par la force. Le but n'est pas de le battre militairement, mais de l'amener à accepter ce qu'il refuse actuellement.

Mais l'objectif n'est pas antifasciste, c'est celui d'un accord de partition de la Bosnie sur une base nationale et ethnique, qui entérine la Grande Serbie (avec autorisation pour les Serbes de Bosnie de la rejoindre) et d'un autre côté une Bosnie croupion largement dépendante de la Croatie. Les objectifs des grandes puissances impérialistes sont constants : retrouver le calme (sinon la paix) dans une région instable, en soutenant des régimes forts même s'ils sont peu présentables. Le tout pour pouvoir reprendre les affaires sur une base apurée (sans mauvais jeu de mots). En aucun cas ils ne peuvent mettre en place une paix durable : leur objectif n'est pas l'intérêt des peuples, mais celui des grands patrons et des zones d'influence politiques et militaires. Quand on

prône le libéralisme et le marché, la concurrence et la guerre économique, comment pourrait-on développer l'amitié entre les peuples, la solidarité et la résolution des conflits ? Rappelons-le : une des causes majeure de la guerre et des barbaries actuelles se trouve dans la crise économique subie dans la Yougoslavie depuis les années 70. Déjà capitaliste et libérale, endettée à mort, soumise aux diktats du FMI et complètement ouverte aux capitaux étrangers, c'est le fumier sur lequel a poussé le nationalisme.

La séparation « démocratique et pacifique » proposée par les USA (et imposée par les canons de 155 dont les français) n'a aucune chance d'avenir. Elle ne peut conduire qu'à une nouvelle situation de misère et de conflits, à brève ou moyenne échéance.

Les Bosniaques nouveaux Palestiniens

La situation s'apparente de plus en plus à celle de la Palestine, à la formation (sous la coupe des grandes puissances impérialistes) d'un état soumis entre deux états nationalistes et fascisants. Comme parmi les Palestiniens dans les années 70, deux courants existent chez les Bosniaques : l'un laïc et démocratique, progressiste et antifasciste, non nationaliste. L'autre nationaliste, fondé sur un islamisme radical et exigeant, qui mène à l'impasse et peut tourner au fascisme. N'oublions pas qu'à l'origine le mouvement national palestinien était principalement progressiste et qu'il est aujourd'hui de plus en plus sous la coupe du Hamas...

L'histoire doit nous rendre vigilant et nous montre la particulière importance à défendre les courants non nationalistes comme à Tuzla, à soutenir l'émergence d'un courant ouvrier et populaire indépendant des bourgeois, antifasciste et progressiste.

Alors, plus que jamais, soyons aux côtés des internationalistes de Bosnie, comme nous le sommes ici, aux côtés de nos camarades immigrés !

**Impérialistes, hors de l'ex-Yougoslavie !
Retrait des troupes françaises à l'étranger !
Non à la partition ethnique de la Bosnie !
Contre le fascisme et le nationalisme, soutenons les forces progressistes !**

L'activisme des nationalistes islamistes

Dans les milieux favorables à la cause bosniaque, il est de fort mauvais aloi de se permettre de critiquer le gouvernement bosniaque, le SDA et Izetbegovic, les articles de presse ou décisions de la presse islamiste la plus nationaliste.

N'empêche, les faits sont têtus. Aujourd'hui, les régimes musulmans du monde entier se mobilisent en faveur des « Musulmans bosniaques » et les fonds recueillis le sont directement pour le SDA ou les organisations humanitaires qu'il contrôle (« Mehamet » par exemple). La revue « Courrier International » (du 17 août) nous apprend que « des téléthons ont été organisés par la télévision jordanienne (7 millions de dollars collectés) le 22 juillet dernier, dans les Emirats arabes unis (45 millions de dollars) le 28 juillet, en Arabie Saoudite (chiffres non encore communiqués) le 11 août ».

Par ailleurs, de manière plus symbolique mais aussi importante, nous avons pu constater que les islamistes recrutent dans les cités des banlieues de France pour aller combattre aux côtés des Bosniaques. Une centaine de jeunes seraient ainsi au combat, ce qui est dérisoire en nombre relativement à la situation en Bosnie.

Mais c'est beaucoup plus inquiétant pour ce qui de la situation en France. Après l'Afghanistan, la guerre du Golfe, la Palestine, l'Algérie, le conflit bosniaque sert de prétexte politique au développement de l'intégrisme, au nom de « l'abandon par l'occident des populations musulmanes ».

Voilà une raison de plus de se mobiliser pour le soutien à la cause multiculturelle des travailleurs de Tuzla : faire vivre ici l'internationalisme et la solidarité français/immigrés...

Partisan N°103 – Octobre 1995

Un accord pour quoi ?

L'accord de Genève et les négociations de Washington ne doivent pas trop vite réjouir ceux qui espèrent en la paix dans l'ex-Yougoslavie.

Tout d'abord, il s'agit d'un accord de partition sur des bases ethniques, qui définit trois secteurs : serbe, croate, musulman. Fondamentalement, c'est donc un accord vicié élaboré sur une base raciste. Même si nous n'en connaissons pas les détails, c'est une victoire pour les nationalistes de toutes origines.

Que vont devenir les Serbes antifascistes ? Comme dans l'accord croato-musulman de l'an dernier, ils n'ont pas leur place. On peut imaginer qu'ils seront passés en perte et profits de l'histoire, et c'est catastrophique. Eux, qui ont fait un choix politique et idéologique, qui ont su résister au courant réactionnaire dominant, ils risquent de se retrouver abandonnés. Comment peuvent-ils réagir, sinon par le repli, l'exil... Que vont penser les combattants serbes de l'armée bosniaque à Gorazde, alors qu'on peut imaginer que l'enclave va être abandonnée à Karadzic, suivant en cela le plan US ?

Enfin, cet accord laisse en plan les réfugiés de toutes origines (plus de deux millions), chassés par la peur ou les massacres. L'option va être d'avaliser la purification ethnique, « *les transferts de population considérés par tous comme inévitables* » comme le dit cyniquement un journaliste de « Libération » (20 Septembre 1995).

Or les réfugiés font de nouveaux colons, comme on le voit à Banja Luka, en Krajina ou ailleurs. Et ce sont alors, à double titre, des nationalistes potentiels rêvant (à juste titre) au retour chez eux, tout en défendant leur installation sur la terre d'autres réfugiés.

Le retour des réfugiés est impossible dans le cadre d'un accord de partition sur des bases ethniques. Quoi qu'on pense, quoi qu'on en dise, l'avenir ne peut pas être dans un tel accord...

Bref, l'avenir immédiat n'est pas brillant. Et cela doit nous renforcer dans notre volonté de défendre toutes les forces multiculturelles, et d'abord et avant tout les travailleurs, ceux qui ont brisé l'offensive des fascistes, les seuls qui peuvent consolider une société unitaire et mélangée, respectueuse des particularités des uns et des autres. Eux ne sont pas attachés à la terre comme les paysans, ils n'ont pas d'intérêts économiques à défendre, de privilèges ou de places à conserver. Ils ont certes la douleur de la guerre, le ressentiment, peut-être la haine.

Mais ils ont le plus de capacités à surmonter ces difficultés, à aller de l'avant, pourvu qu'on les soutienne, qu'ils apprennent à défendre leurs intérêts en toute indépendance.

Plus que jamais, défendons les antifascistes, et parmi eux les travailleurs de Tuzla !

Partisan N°107 – Février 1996

Pax Americana en Bosnie-Herzégovine

Position du Secours Ouvrier pour la Bosnie face aux accords de Dayton et à la nouvelle situation en Bosnie- Herzégovine

La partition ethnique est entérinée

1. Les accords de Dayton signés en Décembre à Paris après un processus de négociations sous égide nord-américaine, concrétisent le plan de partition défendu depuis deux ans par les grandes puissances et par l'ONU : la Bosnie-Herzégovine se retrouve officiellement divisée entre une «Fédération croato-musulmane», sur 51% du territoire et la «Republika sprska» avec 49% des terres.

Le soi-disant maintien d'une Bosnie unitaire dotée d'institutions propres est purement factice, comme en témoigne le fait que chaque camp (y compris «l'Herceg Bosna») conserve ses forces armées. Les réfugiés victimes de la «purification ethnique» sont en réalité invités à abandonner toute perspective de retourner dans leurs foyers. Bien d'autres «engagements de la communauté internationale», comme le soi-disant jugement des criminels de guerre par le tribunal international de La Haye, apparaissent de plus en plus pour ce qu'ils sont : une farce sinistre, une concession formelle à l'opinion publique internationale et une couverture à la partition ethnique.

Ces accords représentent une semi-victoire pour Milosevic, qui aura finalement obtenu une «petite Grande-Serbie», mais devra néanmoins finir d'imposer sa volonté à ses alliés de Pale, qui rechignent à toute concession. Surtout, ils sont une victoire pour Tudjman, qui a déjà commencé à intégrer à la Croatie les territoires contrôlés par le HVO (près de 30% de la Bosnie- Herzégovine) et peut espérer renforcer son rôle de «tuteur» de l'entité bosniaque «musulmane».

Occupation militaire et économique

2. C'est pour appliquer ce plan de partition «ethnique» que l'OTAN a dépêché sur place l'IFOR («Implémentation Force», force de mise en œuvre des accords), composée de 60 000 hommes bien armés et autorisés à tirer les premiers (dont 20 000 GI's basés à Tuzla et un fort contingent français dont le commandement aura la responsabilité de la zone Sarajevo-Mostar). Sous d'autres formes et avec d'autres moyens, l'IFOR sert les mêmes buts et les mêmes intérêts que la FORPRONU.

Dans le même temps, la «communauté internationale» va engager un plan de reconstruction économique, mais celui-ci ne sera pas non plus «neutre». La reconstruction ne se fera pas au service du peuple bosniaque et de la multiculturalité. Les milliards qui vont se déverser sur la Bosnie auront d'abord pour but de «mettre de l'huile dans les rouages» afin de contribuer à calmer les antagonismes et à éviter une reprise des affrontements. En deuxième lieu, ces investissements (outre les profits qu'en retireront les firmes privées occidentales) doivent aider à insérer dans le marché mondial les différentes entités entre lesquelles la Bosnie se retrouve divisée : ils iront de pair avec les privatisations et l'accentuation des différences sociales. Plus généralement, ce processus de reconstruction visera à maintenir l'Etat bosniaque croupion sous étroite dépendance de l'Occident. Les dispositions de Dayton qui prévoient une levée progressive et conditionnelle de l'embargo sur les armes ainsi que le renforcement des conseillers militaires US sur l'armée bosniaque, vont également dans ce sens.

Persistance des tensions

3. Avec l'engagement de leurs troupes sur le terrain, les Etats-Unis mettent tout leur poids dans la balance pour le succès des accords de Dayton. Pour l'instant, leur mise en œuvre avance sans rencontrer trop d'obstacles. A long terme, cependant, ce «plan de paix» ne résoudra rien, et est

gros de nouvelles crises et nouveaux affrontements. Si la mauvaise volonté des Tchetniks à remettre sous autorité bosniaque les zones qu'ils contrôlent à Sarajevo était prévue et prévisible, l'aiguïsement des tensions à Mostar entre le HVO et l'armée bosniaque, et plus largement les divergences croato-bosniaques sur les contours et l'avenir de la Fédération minent déjà l'édifice de Dayton. Aucune paix durable ne sortira d'un plan basé sur la constitution d'entités «ethniquement pures» alors que les communautés sont étroitement imbriquées depuis des siècles.

Izetbegovic, c'est les USA

4. L'attitude du gouvernement Izetbegovic par rapport au processus de Dayton est totalement contraire à la défense d'une Bosnie-Herzégovine multiculturelle et non divisée. Face aux critiques qui ont surgi en Bosnie même, Izetbegovic a affirmé que c'était la moins mauvaise solution, ou même qu'il n'y en avait pas d'autre. Mais il a signé la partition du pays et accepté de rendre des territoires à Karadzic-Mladic au moment où l'armée bosniaque progressait sur tous les fronts et où la crise commençait à ravager le camp tchetnik; il a présenté cet accord à son peuple comme une victoire (et non comme une concession qui permettrait de reprendre des forces pour poursuivre la lutte) alors que les Bosniaques en sont les grands perdants; et il entérine à nouveau, mais sur une plus grande échelle encore, l'occupation de son pays par les troupes occidentales et la mise sous tutelle de ses forces armées.

La signature des accords de Dayton est cependant une conclusion logique de la part de dirigeants qui n'ont cessé, depuis le début de la guerre de vouloir remettre le sort du pays entre les mains des grandes puissances occidentales et qui n'ont jamais lutté de façon conséquente contre l'agression fasciste. Ces mêmes dirigeants participent d'ailleurs de la logique de partition «ethnique» lorsqu'ils développent, dans les zones sous contrôle bosniaque, les mesures de «musulmanisation». Leur principale aspiration était de voir reconnue leur position dirigeante à la tête d'une structure étatique, fût-elle minuscule : de ce point de vue, les accords de Dayton leur donnent satisfaction.

Soulagement, résignation et scepticisme

5. Selon les informations dont nous disposons, dans sa grande majorité la population bosniaque accepte les accords avec un mélange de soulagement, de résignation et aussi de scepticisme. Soulagement, parce qu'ils signifient la fin de la guerre - ou du moins la prolongation de la trêve. Résignation, parce que la population ne voit pas d'alternative, aucun courant politique en Bosnie n'ayant osé s'affronter aux accords et proposer une autre voie. Des réticences se sont bien manifestées avant la signature, dans l'armée bosniaque et dans les milieux intellectuels (notamment de la part des signataires des «*Principes pour une paix durable*»), mais elles n'ont pas débouché sur une véritable opposition, ni a fortiori sur une mobilisation contre l'application de Dayton. Scepticisme, enfin, parce que chacun sent bien que l'édifice de Dayton est largement factice.

La responsabilité principale du fait que ces accords puissent s'appliquer (du moins pour l'instant) n'est pas celle du peuple bosniaque, qui a mené pendant quatre années un combat héroïque, qui est parvenu à faire reculer les agresseurs alors qu'il était en situation d'infériorité militaire et que tous les grands pouvoirs étaient coalisés contre lui.

Une grande part de cette responsabilité incombe aux directions du mouvement des travailleurs en Europe et dans le monde, qui n'ont pas voulu se solidariser avec la résistance antifasciste et multiculturelle du peuple bosniaque.

La campagne et les actions réalisées depuis la France par le Secours Ouvrier pour la Bosnie et par plusieurs structures syndicales (dont SUD-PTT et la CGT-ONIC), ainsi que celles menées sur une orientation similaire dans d'autres pays n'en prennent que plus de relief. (...)

(les intertitres sont de la rédaction)



Partisan N° 115 – Décembre 1996 [projet d'article non publié]

Massacre de Srebrenica : Occident complice !

Le 11 juillet 1995, la ville martyre de Srebrenica tombait aux mains des milices tchetniks (fascistes serbes). Les cartes de Dayton qui devaient consacrer la partition ethnique de la Bosnie étaient déjà prêtes, mais l'enclave de Srebrenica gênait et compliquait ce découpage.

Les troupes de l'ONU étaient présentes en Bosnie soi-disant pour défendre la population sans défense. Le 8 mars 1993, une première offensive tchetnik sur la ville est arrêtée, mais la population est désarmée, et Srebrenica devient « zone de sécurité ». Une résolution du Conseil de Sécurité (N°836 du 4 juin 1993) accorde le droit aux Nations Unies de répondre par la violence en cas d'attaque.

La ville est habitée à l'époque par 42 000 habitants, y compris les réfugiés des villages alentour. Le ravitaillement est difficile, les camions doivent traverser les zones tenues par les Tchetniks. Sont également présents sur les lieux 400 soldats de l'ONU.

Le 26 mai 1995, nouvelle offensive sous l'autorité de Mladic : les soldats de l'ONU sont faits prisonniers en représailles suite aux attaques aériennes sur un dépôt de munitions. Pendant une semaine, on verra à la télévision des images des soldats de l'ONU (dont de nombreux français) attachés aux poteaux avec des menottes, aux abords immédiats des casernes, pylônes ou ponts qui auraient pu être des cibles de l'aviation. A la télé, on entend des paroles martiales, comme quoi on ne se laissera pas faire.

Nous n'avons pas pleuré sur le sort de ces mercenaires au service des grandes puissances qui n'ont évidemment rien d'« otages » comme la propagande occidentale voudrait nous le faire croire. Mais il n'est pas sans intérêt de regarder la suite des événements.

L'abandon au massacre, un choix délibéré

Il faut lire le journal Hollandais « NCR Handelsblad » du 19 mai dernier pour que preuves à l'appui les responsabilités des nations Unies soient prouvées. On y apprend que le commandant français des Nations Unies, le général Janvier, a négocié la libération des soldats prisonniers en échange de la garantie d'une absence de riposte lors des attaques tchetniks.

Des négociations secrètes ont lieu sur ordre de Chirac, qui annonce le 13 juin 1995 que « les otages seront bientôt libérés », ce qui arrive effectivement.

Le 6 juillet, l'enclave de Srebrenica commence à être attaquée. Désarmés par les Nations Unies deux ans auparavant, les défenseurs bosniaques résistent comme ils peuvent, sans aucune aide ni des Nations Unies, ni même du gouvernement Izetbegovic d'accord avec le plan de partition à venir.

Le 16 juillet, c'est fini, l'enclave tombe. Les massacres peuvent se faire en masse, 8000 selon la Croix Rouge, 11 000 selon les Bosniaques. On verra néanmoins à la télé le commandant néerlandais du contingent local de l'ONU trinquer joyeusement avec Mladic en se félicitant de cette chute militaire « en douceur » et dans « le respect des populations civiles ». Après un calvaire atroce, les survivants arrivent à Tuzla où ils sont parqués dans des camps.

La zone est « purifiée ethniquement », Mladic et Karadzic sont prêts maintenant à signer les accords de Dayton.

La ville de Gorazde, dans la même situation que Srebrenica, échappera à ce sort grâce au courage de ses défenseurs qui ont toujours refusé d'être désarmés et se sont préparés au pire. Les premières révélations du massacre (qui ont eu lieu **immédiatement**, et pas seulement aujourd'hui, personne ne peut dire qu'il n'était pas au courant !) empêcheront également que se reproduise le massacre.

A quoi ont servi les soldats de l'ONU ?

Ces troupes ne servent qu'à faire respecter l'ordre des vainqueurs, ils sont complices de la barbarie, complices aussi les médias qui n'ont fait que relayer les messages des gouvernements, comme lors de la Guerre du Golfe.

Chirac en tête, tous les gouvernements ont montré ce que valaient leurs discours humanitaires et leurs soucis des populations, en Bosnie ou en Afrique. Ce qu'ils défendent, c'est leurs intérêts avant tout, c'est leurs zones d'influence, leur domination politique et économique.

Depuis le début, nous avons toujours dit que la présence des troupes de l'ONU se servait qu'à imposer la partition ethnique. Nous nous sommes toujours opposés à la présence des Casques Bleus, et souvent nous étions très à contre-courant ! Et c'est pour la même raison que nous étions favorables à la levée de tous les embargos et blocus (y compris des armes, y compris à l'égard de la Serbie) qui ne sont que des moyens de pression au service d'une politique bien déterminée, que nous combattons !

A l'époque, beaucoup pensaient que les Nations Unies avaient un rôle positif pour protéger les populations. On en a vu le résultat à Srebrenica : faire le tri entre les hommes et les femmes, achever la partition sur des critères racistes.

Certains demandent aux Nations Unies de poursuivre les criminels de guerre... Comment serait-ce possible ! Il faudrait alors y inclure les complices occidentaux, les Akashi, général Janvier, Chirac et autres, pour les juger comme tels ?

Quel soutien et à qui ?

Partisan N°88 – Mars 1994

Guerre en Yougoslavie : qui soutenir ?

Depuis le début du conflit, c'est la question lancinante qui préoccupe tous les militants qui ne supportent plus de rester impuissants face ce conflit et développement du nationalisme

« L'idée » multiculturelle

Dans nos derniers numéros (voir Partisan N°86), nous avons reproduit quelques extraits de tracts les plus progressistes.

La première chose, c'est qu'il faut défendre « l'idée » multiethnique, avec d'ailleurs toutes ses conséquences sur la politique en France. Comme l'écrit une militante de Voie Prolétarienne : « *La multiculturalité est un axe idéologique positif contre le nationalisme, le chauvinisme, la montée d'une doctrine fasciste ; avec ce rappel important que cette idéologie fait tache d'huile et que l'on trouve son pendant en France dans le discours sur l'immigration. Les forces qui soutiennent le multiculturalisme en Bosnie, que défendent-elles ici pour être conséquentes ? Que vont défendre là-bas les partisans bourgeois d'une intervention antiserbe alors qu'en France ils encouragent la propagation des idées anti-immigrés ?* »

C'est donc un axe de soutien qu'il faut défendre avec conséquence, même si elle nous met dans un rapport difficile avec certains intellectuels comme Bernard-Henri Levy.

Soutenir le gouvernement bosniaque ?

Ces mêmes partisans de la multiculturalité ont toujours soutenu le gouvernement bosniaque. Critiquant sévèrement (et justement) l'ONU et les grandes puissances, ils en sont même venus récemment (après l'obus sur le marché de Markale à Sarajevo) à organiser une collecte pour acheter des armes pour le gouvernement bosniaque. « Des armes pour la Bosnie » est devenu peu à peu leur mot d'ordre principal.

Après réflexion, nous ne sommes pas d'accord avec ce mot d'ordre, ni avec ce soutien. Plusieurs éléments sont intervenus dans ce choix.

- 1) Le gouvernement bosniaque (et son président Izetbegovic) est moins que clair sur la multiculturalité et le caractère multiethnique de la Bosnie. Il est d'ailleurs surtout constitué des membres du SDA, parti nationaliste musulman. Ecoutons David Marton, journaliste qui est resté trois mois à Sarajevo début 1993 (article publié dans « *La Nouvelle Alternative* » N°30) :

« *Les élections d'avant-guerre ont donné le pouvoir aux seuls partis nationalistes, musulman, serbe et croate. Dès les élections, les non nationalistes étaient marginalisés dans leur ensemble et ils le sont encore plus dans le contexte de la guerre. Le discours d'Izetbegovic avant les élections était celui d'un bon musulman. Le discours de bosnité d'aujourd'hui est dont très différent de celui qu'il tenait auparavant. Il tient ce discours dans le cadre des relations internationales : il est en faveur d'une Bosnie-Herzégovine non confessionnelle et pluriethnique. Ceci dit, il est encore à la tête d'un parti ouvertement nationaliste musulman, le SDA (...) Plus inquiétante est la composition de ce gouvernement : certains de ses membres sont certes laïcs, modernistes et en faveur de la pluriethnicité. Mais les autres, en majorité sont des caciques du SDA qui favorisent, par exemple, l'organisation humanitaire Mehamet, composée de Musulmans et orientée vers l'aide aux seuls Musulmans. Cette organisation*

apparaît de plus en plus comme le levier gouvernemental d'action « sociale » et humanitaire, mais c'est un levier confessionnel, et nous avons vu l'importance politique de l'humanitaire ». Par ailleurs, il semble que depuis quelques mois la réorganisation réelle de l'armée bosniaque se soit traduite par des changements notables à l'état-major, en renforçant son caractère musulman (alors qu'il était relativement mélangé).

On peut légitimement penser, comme le note David Marton, que le discours pluriethnique du gouvernement est destiné avant tout à l'opinion occidentale, tant il est plus présentable que le nettoyage ethnique des milices serbe et croate.

Il est par contre indéniable qu'une partie importante de la population de Sarajevo, Tuzla ou ailleurs est favorable au pluriethnisme. C'est ce courant que nous devons soutenir et aider à y voir plus clair.

- 2) Le gouvernement ne semble pas avoir un soutien populaire massif. « *Faute de mieux, on se groupe derrière Izetbegovic* » note David Marton, mais « *pour beaucoup, à Sarajevo, le gouvernement n'est ni populaire, ni légitime* ». De plus, son autorité reste très limitée sur la Bosnie dans son ensemble, l'éparpillement des villes et des zones de combat donnant beaucoup plus de poids aux autorités locales (municipalités).

Nous n'excluons nullement par principe le soutien tactique à un gouvernement bourgeois dans un combat démocratique juste (par exemple le soutien au gouvernement républicain espagnol en 1936). Encore faut-il que certaines conditions politiques soient réunies pour garantir que ce soutien ne servira pas à renforcer ces bourgeois en place. Ces conditions ne sont manifestement pas réunies dans ce cas.

- 3) Un exemple très significatif mérite d'être expliqué. C'est celui de l'enclave bosniaque de Bihac, à l'Ouest de la Bosnie. Depuis octobre dernier des combats opposent l'armée bosniaque à un potentat bosniaque local bien significatif : il s'agit de Fikret Abdic, ex-membre de la direction de la Ligue des Communistes Yougoslaves, ex-membre de la direction collégiale bosniaque, et toujours PDG du trust agro-alimentaire Agrokomerc. C'est une des plus grosses entreprises de l'ex-Yougoslavie (13 000 employés) avec filiales à l'étranger, d'ailleurs impliqué en 1987 dans une gigantesque affaire de corruption.

Fikret est un patron de choc qui ne voit que ses intérêts. En l'occurrence, poursuivre ses affaires et même avec ses voisins, Croates, ou Serbes de Krajina et de Bosnie. Il a signé des accords de paix avec toutes les parties, ouvert des corridors de passage et surtout commerciaux à travers la Serbie et la Croatie. « *Les autonomistes, qui ont nommé deux Serbes dans leur « gouvernement » veulent faire la paix tout de suite avec leurs voisins, transformer la « province » en un Monaco bosniaque, une zone sans taxes avec un port franc à Rijeka (Croatie) qui profiterait à tout le monde (et surtout à Agrokomerc)* ». (Le Monde du 6 octobre 1993).

Faut-il soutenir les Bosniaques, comme ça, en général ? Faut-il soutenir Abdic ? Evidemment non.

Mais cet exemple révélateur montre toutes les ambiguïtés du soutien au gouvernement bosniaque prôné par les plus militants des opposants à la guerre.

Lutter contre le Nouvel Ordre Mondial

*« Quant au prolétariat d'Europe occidentale, il clame ses mots d'ordre avec une force redoublée : aucune intervention ! Les Balkans aux peuples balkaniques ! »
(Lénine en 1912, lors de la première guerre balkanique)*

Mais ce refus de soutenir le gouvernement bosniaque, ce refus de reprendre le mot d'ordre « Des armes pour la Bosnie » ne nous conduit-il pas à l'impuissance, à rester spectateur d'un conflit qui nous enrage ? Non. Deux axes peuvent être dégagés, ils ont d'ailleurs été avancés par petits bouts dans ce journal.

Le premier axe, c'est la lutte contre le Nouvel Ordre Mondial. Contre l'ONU, l'OTAN, la politique des grandes puissances impérialistes, les Casques bleus, les blocus et les embargos. C'est une lutte en négatif, contre nos dirigeants. Nous sommes pour la levée du blocus sur l'ex-Yougoslavie, car il n'est qu'un instrument de ce Nouvel Ordre. Cela n'implique ni un soutien au gouvernement serbe (qui en profitera) ni au gouvernement bosniaque (qui pourra importer des armes). Non. C'est l'affirmation qu'une paix réelle, populaire et antinationaliste ne pourra se faire sous l'égide des gendarmes du monde. Et que la première tâche, pour nous dans un pays impérialiste, c'est d'exiger le retrait de l'intervention des grandes puissances.

Dans le même ordre d'idée, nous exigeons le « retrait des Casques bleus ». Diable va-t-on nous dire, vous livrez « ces pauvres Bosniaques désarmés » à la barbarie des « sauvages serbes », vous vous opposez à l'intervention humanitaire. Tout d'abord, l'intervention des Casques bleus et de l'ONU est sérieusement contestée par la population bosniaque elle-même. Ne sont-ils pas là en fait pour entériner les rapports de forces établis par les milices nationalistes ? N'ont-ils pas à plusieurs reprises contribué à désarmer les Bosniaques ou à évacuer des populations ? Ensuite, leur présence ne fait que limiter les dégâts en prolongeant le conflit. Enfin, elle entretient la confusion sur les moyens d'en finir avec la guerre et le nationalisme. Nous ne sommes pas contre l'humanitaire d'urgence aux populations démunies. Nous sommes contre son utilisation dans une perspective politique bien définie, celle de la partition de la Bosnie et du Nouvel Ordre Mondial.

Soutenir les pacifistes et anti-chauvins de tous bords

Nous avons également toujours affirmé cette orientation sans toutefois être capable de lui donner un contenu un peu plus concret.

Nous commencerons par le « Cercle des intellectuels de Belgrade » qui regroupe plusieurs centaines d'écrivains, d'artistes, de scientifiques vivant en Serbie et radicalement opposés à l'ultranationalisme ambiant. Isolés et négligés par les médias occidentaux puisqu'ils sont totalement marginaux et ne subissent donc pas de répression directe (juste des tracasseries systématiques), ils réfléchissent sur « l'Autre Serbie » qu'ils appellent de leurs vœux. La revue « *Les Temps Modernes* » vient de leur consacrer un numéro spécial [n° double 570-571 janvier-février 1994] en publiant plusieurs dizaines de contributions de ces intellectuels. Qu'on n'attende pas de discours révolutionnaires ! Néanmoins on trouvera de nombreuses contributions intéressantes pour comprendre comment on en est arrivé là.

Il faut ensuite parler des divers regroupements pacifistes existants en Slovénie, en Croatie, en Serbie, en Bosnie même. Nous tentons en ce moment de rentrer en contact avec eux pour renforcer la solidarité internationale. (...)

Enfin, dernière initiative qui a arrêté notre attention est celle de l'organisation d'un convoi de solidarité avec les travailleurs de Tuzla, à l'initiative d'un Secours Ouvrier pour la Bosnie (dont nous ignorons tout par ailleurs, sinon qu'il s'est constitué en Angleterre). Nous en publions ci-joint l'appel. Cette initiative a un intérêt double : celle d'être indépendante des ONG, de l'ONU et de l'impérialisme en général, ainsi que du gouvernement bosniaque. D'autre part, il s'agit de soutenir une région ouvrière : il faut savoir que les mineurs de Tuzla avaient soutenu financièrement la grande grève des mineurs anglais il y a quelques années. Là encore, dès que nous aurons plus d'éléments, nous les communiquerons à nos lecteurs.

A.Desaines



Soutenez le convoi de solidarité avec les travailleurs de Tuzla !

Depuis maintenant deux ans, le peuple de Bosnie-Herzégovine résiste à l'agression criminelle des ultra-nationalistes serbes et croates. Tuzla, région ouvrière et minière du centre de la Bosnie, est un bastion contre la division du pays selon les lignes ethniques. Qu'ils soient croates, serbes ou musulmans, les travailleurs de Tuzla défendent leur unité et leur société multiethnique et multiculturelle.

Le Secours Ouvrier pour la Bosnie (Workers Aid for Bosnia) s'est constitué en juin 1993, d'abord en Grande Bretagne puis dans d'autres pays, afin d'apporter la solidarité de classe des travailleurs européens à leurs camarades de Bosnie-Herzégovine. Il est d'ores et déjà soutenu par d'importantes organisations syndicales de plusieurs pays, comme les syndicats des mineurs de Hongrie, de Croatie et de Slovénie).

A l'automne dernier, puis à Noël, il a organisé deux convois de vivres et de médicaments vers Tuzla, encerclée par les troupes serbes qui veulent la réduire par la faim. Mais toutes sortes d'obstacles leur ont été opposés. L'ONU, l'Union Européenne et les gouvernements occidentaux (et parmi eux Mitterrand et Balladur), au-delà de leurs déclarations démagogiques, utilisent le blocus et leur contrôle de l'aide humanitaire pour tenter de faire accepter aux Bosniaques le Plan Owen-Stoltenberg, qui prévoit le découpage ethnique de la Bosnie avec 51% du territoire attribué aux chauvins grand-serbes.

En accord avec la municipalité de Tuzla et des dix-huit autres localités de la région, le Secours Ouvrier a engagé une bataille pour faire ouvrir « la route du Nord » entre Orasje (à la frontière croate) et Tuzla, et ainsi forcer le blocus. Longue de 75 km seulement, cette route est la seule qui permette le passage de camions de fort tonnage et donc de l'aide massive qui est nécessaire.

Les 15 et 16 janvier dernier, le Centre logistique de Tuzla et le Secours Ouvrier pour la Bosnie ont organisé à Stuttgart une réunion internationale, qui a repris la proposition d'organiser pour la fin février, à partir de Zagreb. C'est cette campagne et cette initiative que nous vous demandons de soutenir, en signant une pétition, en apportant votre concours financier, en nous rejoignant.

Partisan N°90 – Mai 1994

BOSNIE : Faut-il exiger la levée de l'embargo sur les armes ?

Vendredi 30 avril a eu lieu une réunion publique de Voie Proletarienne autour de l'histoire de la Yougoslavie et des raisons de son explosion actuelle. Une participation un peu décevante (un peu plus d'une trentaine de personnes), mais un débat intéressant.

L'exposé a fait un bilan historique de la Yougoslavie en montrant en quoi le libéralisme économique a poussé le capitalisme yougoslave à l'éclatement, chaque bourgeoisie nationaliste essayant de tirer les marrons du feu à son profit, en poussant le nationalisme comme dérivatif à la misère, l'émigration et aux difficultés économiques. Le débat revenait ensuite sur plusieurs aspects : le Nouvel Ordre Mondial et la politique des diverses grandes puissances, les manipulations médiatiques, l'idéologie de la purification ethnique et ses aspects fascistes, la vie actuelle en Serbie, en Croatie, en Slovénie, la solidarité internationale...

Nous revenons ici sur la question de la levée de l'embargo sur les armes, qui est la question marquante actuellement en débat à propos de la Bosnie.

Pourquoi aborder ce point ?

Parce qu'il y a un certain nombre d'arguments qui sont avancés pour le justifier : le fait que seules les milices serbes ont récupéré de l'armement lourd (celui de l'armée fédérale), qu'il y a urgence face à la pression de Karadzic, que tout peuple a le droit de se défendre face à une agression.

Arguments d'évidence et incontestables. Cela suffit-il pour que nous, révolutionnaires en France, l'avancions ?

Parmi les collectifs de soutien à la Bosnie, ce mot d'ordre apparaît comme très radical : il s'oppose à la politique de l'ONU, vertement critiquée par ailleurs.

Une première chose devrait nous mettre la puce à l'oreille : le Congrès américain vient de voter une résolution en ce sens. Alain Juppé, Roland Dumas l'envisagent. Nous nous retrouverions à côté de nos ennemis ? Méfiance...

Nous n'hésitons pas à dire que nous sommes contre. Et plus le débat s'approfondit, plus les arguments s'affinent, plus nous sommes contre.

En négatif

Ce mot d'ordre peut d'abord être compris comme négatif, c'est-à-dire opposé à l'ONU, aux grandes puissances, au Nouvel Ordre Mondial et à notre gouvernement.

De ce point de vue, nous sommes contre ce mot d'ordre car il est alors **restrictif** et donc ambigu. Nous ne sommes pas évidemment pas pour l'embargo sur les armes, comme le PCF qui joue le discours pacifiste pour mieux soutenir les nationalistes serbes.

Mais nous sommes contre **tous les embargos et blocus**. Y compris le blocus contre la Serbie.

Le Nouvel Ordre Mondial ne se découpe pas en tranches. Il n'y en a pas un morceau acceptable et un morceau inacceptable. Quelles que soient les contradictions réelles entre les grandes puissances, elles aboutissent en fin de compte à une position unique, qui est l'acceptation du partage ethnique de la Bosnie, l'acceptation de la Grande Serbie comme facteur de stabilité et comme gendarme de la région, et **à partir de là** de la recherche de la paix à tout prix. Les diverses mesures prises par l'ONU sont bien les divers éléments d'un plan global : embargo sur les armes en Bosnie, blocus sur la Serbie pour faire pression sur les nationalistes de Karadzic, Casques Bleus pour séparer les combattants et entériner l'état actuel des choses.

Depuis des décennies, les grandes puissances unies ou divisées, n'ont fait qu'aggraver les conflits et dresser les peuples les uns contre les autres. Et dans les Balkans en particulier, les peuples en ont chèrement subi les conséquences.

Aujourd'hui, nous n'avons aucun moyen de peser sur la situation mondiale. Nous devons par contre nous opposer clairement à nos ennemis, ne pas laisser la moindre ambiguïté sur ce que nous pensons d'eux... Nous rejetons donc **l'ensemble** des mesures du Nouvel Ordre Mondial, ce qui veut dire :

- Levée de **tous** les embargos et blocus !
- Retrait des Casques Bleus !
- Retrait de l'ONU !
- Mitterrand, Balladur, complices des assassins !
- Non à la partition ethnique de la Bosnie !

Passer sous silence le blocus à l'encontre de la Serbie est grave, car cela sous-entend que cette mesure serait justifiée... C'est alors rentrer en plein dans la logique des grandes puissances.

En positif

Mais on peut aussi envisager ce mot d'ordre en positif, c'est-à-dire comme un **soutien** aux combattants bosniaques.

On est alors amené à aborder la question : des armes pour qui, des armes pour quoi faire ? Car une des leçons de l'histoire, c'est que **les armes sont toujours au service d'une politique**, avouée ou non. Au moment des commémorations du 6 juin, il n'est pas inutile de rappeler que la question des armes a opposé la résistance gaulliste et les communistes durant la deuxième guerre mondiale. Pour les premiers, il s'agissait d'attendre et de préparer le débarquement pour installer De Gaulle au pouvoir. Pour les deuxièmes, il s'agissait de libérer le pays par ses propres forces.

Il faut donc clarifier **quelle Bosnie on veut et qui est l'ennemi**, et donc ce que signifie résister dans ce contexte.

S'agit-il de la Bosnie de Izetbegovic et du gouvernement bosniaque ? Eux seuls pourraient en tous les cas acheter de l'armement lourd avec la levée de l'embargo... C'est alors oublier leurs responsabilités dans la guerre, le nationalisme musulman du SDA. Oublier qu'Izetbegovic n'est pas populaire parmi les Bosniaques. Oublier que les bourgeois bosniaques, ont eux aussi cherché à tirer leur épingle du jeu des difficultés économiques en jouant la carte nationaliste et en cherchant l'appui de l'Occident. Ce serait oublier leur acceptation du partage ethnique de la Bosnie (accord croato-musulman). Oublier la manipulation médiatique de Gorazde où à l'évidence le gouvernement bosniaque a chargé le bilan des blessés et des morts pour pousser l'intervention de l'OTAN (2000 blessés annoncés, 300 effectivement trouvés après l'arrivée des Casques Bleus). Le gouvernement Izetbegovic ne défend pas le peuple bosniaque, il cherche seulement à conserver un territoire et une base économique et politique suffisante pour survivre comme exploiteur.

Ou s'agit-il au contraire d'une Bosnie populaire, laïque, démocratique, débarrassée des dirigeants nationalistes, exploiters et fauteurs de guerre (et donc de Karadzic, Izetbegovic et autres) ? Dans ce cas, le mot d'ordre « Des armes pour les révolutionnaires bosniaques » serait légitime. Mais qui porte un tel projet aujourd'hui ?

Il y a des secteurs multiethniques en Bosnie, qui se battent contre le nationalisme. Pas seulement en rêve chez les intellectuels de Sarajevo, mais dans de larges secteurs de la population, comme dans la région ouvrière de Tuzla et ailleurs. Mais il ne faut pas rêver sur le niveau de conscience qui existe réellement. Quarante ans de populisme dictatorial où tout débat était étouffé ont laissé des traces... Même chez les mineurs de Tuzla, le niveau est bas, ce qui ne retire évidemment rien au soutien que nous devons leur apporter ! Mais on est encore loin d'un tel projet de Bosnie populaire.

« Des armes pour Tuzla » ? La proposition a été faite au cours de la réunion ; C'est oublier d'une part que c'est l'armée bosniaque en tant que telle qui défend Tuzla, et que même les étudiants et les ouvriers les plus conscients qui vont se battre au front un mois sur deux sont très loin de défendre un tel projet. On n'est nullement dans la situation du clivage existant dans la résistance française entre 1941 et 1945...

En conclusion

Aujourd'hui, défendre **en positif** le mot d'ordre de levée l'embargo sur les armes, ou de soutien aux combattants bosniaques, dans la situation actuelle concrète de la Bosnie, c'est soutenir Izetbegovic.

Pour l'instant, il faut en rester au mot d'ordre **négalif** de « Levée de tous les embargos et blocus », et au soutien **positif**, pratique et politique aux secteurs ouvriers les plus avancés du combat démocratique, sans pour autant nous illusionner sur celui-ci. En sachant que si la situation devait changer, il sera temps de changer de position...

Il nous semble que l'insistance actuelle portée sur ce mot d'ordre relève d'une confusion sur la situation en Bosnie, les responsabilités et les contradictions qui existent entre exploiters et les exploités. Il y a beaucoup trop la tendance à parler des « Bosniaques » en général, comme s'il n'y avait pas de bourgeoisie, comme si Fikret Abdic, PDG de Agrokomerc, Izetbegovic devaient finalement être défendus, même à contre cœur. Ce n'est pas notre avis. En imaginant leur victoire dans une Bosnie libérée, ne peut-on voir De Gaulle au pouvoir en 1947 en France ?

Partisan N°91 – Juin/Juillet 1994

A propos du film « Bosna ! » et des listes « l'Europe commence à Sarajevo » Quel combat anti-fasciste ?

La campagne pour les élections européennes a été marquée (au moins au début) par l'initiative de la liste « Sarajevo », lancée par Bernard-Henri Levy, en parallèle avec la sortie du film « Bosna ! » lors du festival de Cannes.

La mobilisation des intellectuels pro-bosniaques a ainsi atteint un degré inégalé en plaçant la question bosniaque et la levée de l'embargo sur les armes au cœur du débat. Dans notre dernier numéro, nous avons éclairci cette question des armes. Reste à revenir sur cette mobilisation des intellectuels.

L'intérêt du film de BHL

« Bosna ! » est un film documentaire réalisé à partir de reportages vidéo et de tournages sur place, militant explicitement pour le soutien à la résistance bosniaque. C'est un film dur à voir, avec plusieurs séquences insupportables, qui se veut le « Nuit et Brouillard » (film de Alain Resnais sur les camps de concentration nazis) de la guerre en Bosnie.

Il montre d'abord la réalité de la guerre. Les destructions des villes, les massacres massifs, la purification ethnique, les camps. Pour montrer qu'il n'y a pas égalité, qu'il n'est pas possible de renvoyer tout le monde dos à dos, que le peuple bosniaque vit une agression fasciste de la part des milices de Karadzic, lui-même soutenu par le régime de Milosevic en Serbie. Aggression assimilable à celle des nazis, tant par l'idéologie (la pureté ethnique de la Grande Serbie), les méthodes, que le soutien d'une partie de la population serbe bosniaque embrigadée par le nationalisme. Même s'il y a eu des exactions similaires dans le camp bosniaque, ni l'ampleur, ni la généralisation, ni l'idéologie ne sont assimilables. Il y a une différence, celle du fascisme. Cette agression est incontestable, et c'est un des mérites du film de la montrer.

Le deuxième intérêt de « Bosna ! » est de montrer l'hypocrisie et la réalité de la politique des grandes puissances, des gouvernements français et américains. La succession d'interviews de Mitterrand, d'Izetbegovic, d'un journaliste de CNN, de conseillers diplomatiques français et américains est lumineuse. L'objectif est bien de maintenir la région en l'état, d'obtenir la paix à tout prix, en découpant la Bosnie, en faisant les concessions nécessaires au régime serbe. On suit en cela la doctrine « Noirpot » qui date des guerres balkaniques selon laquelle la stabilité de la région ne peut être assurée que par un régime serbe fort, seule nation à avoir une tradition séculaire de gestion d'un appareil étatique.

Le parallèle avec la guerre d'Espagne

Tout le film trace un parallèle avec la guerre d'Espagne. Il y a sur la fin un montage saisissant mettant en parallèle des plans quasiment identiques de la guerre d'Espagne et de la guerre en Bosnie : incendies des villes, fuite des réfugiés, combattants en haillons, massacres... Du point de vue de la souffrance des peuples, le parallèle est certainement justifié.

Mais faire ensuite le parallèle entre les résistances espagnole et bosniaque est un glissement politique erroné. La guerre d'Espagne a surgi dans une période révolutionnaire, après la chute de la royauté, avec un gouvernement républicain porté par un mouvement ouvrier et paysan en pleine ébullition, en marche vers une libération sociale réelle. Ce contenu politique s'est traduit par le soutien enthousiaste du mouvement ouvrier, la formation des Brigades Internationales. Il ne s'agissait pas seulement d'un combat antifasciste, il s'agissait au-delà de défendre la révolution en Europe. L'alternative était claire : fascisme ou révolution.

En Bosnie, l'alternative est autre : c'est fascisme ou démocratie bourgeoise. Il n'y a même pas eu un début de révolution, le camp révolutionnaire est quasiment embryonnaire dans les secteurs

laïcs et progressistes opposés à Izetbegovic ; il est fragile, risque même de disparaître dans les brasiers de la guerre et du nationalisme, s'il ne se consolide pas (rappelons-nous que les juifs socialistes et antisionistes ont ainsi disparu durant la Deuxième Guerre Mondiale). BHL (et la liste Sarajevo, d'ailleurs) prend clairement le parti du soutien au gouvernement bosniaque, à Izetbegovic, à son armée, seule résistance qui existe dans la réalité. Il fait un film militant, optimiste même malgré les images d'horreur. Il revendique la levée de l'embargo sur les armes, va jusqu'à diffuser le film de propagande de l'Armija (armée) bosniaque, efface toutes les contradictions en Bosnie même. Izetbegovic est présenté comme un nouveau Léon Blum, un grand humaniste, dont on oublie qu'il est le dirigeant d'un parti nationaliste musulman, le SDA, qui a contribué à mettre le feu aux poudres en Bosnie.

Le combat antifasciste

On peut dire qu'il y a un combat antifasciste en Bosnie. Ça ne veut pas dire qu'on soutient n'importe qui. Ça ne veut pas dire qu'il faut taire les critiques à Izetbegovic « tant qu'il organise la résistance », comme le prétendent certains militants. Ou bien il sera bien temps de voir plus tard quand le fascisme sera battu.

Dès à présent, les contradictions politiques existent, parmi les Bosniaques même. Et c'est dès aujourd'hui que se mène le combat pour l'avenir.

Il y a deux orientations dans le combat antifasciste : la première, c'est celle de BHL, de la liste Sarajevo et de la majorité des militants en France de la cause bosniaque : le combat antifasciste est prioritaire, le reste doit être renvoyé à plus tard, et donc il faut soutenir (de manière plus ou moins déterminé ou critique) Izetbegovic. Pour eux, le débat et la polémique divisent et affaiblissent le camp de la résistance bosniaque considérée comme unie et représentée par l'armée.

Pour notre part, c'est dès aujourd'hui que se préparent les lendemains du combat antifasciste. Il peut y avoir des accords tactiques, de non-agression, voire d'aide mutuelle, il ne peut y avoir aucun soutien politique au camp bourgeois. Si on se tait, ou si « on attend de voir », il sera trop tard. L'heure est au contraire à mettre toutes les forces pour soutenir le camp internationaliste et progressiste, à l'aider à survivre et se consolider, tant face aux fascistes qu'aux bourgeois. Il est par exemple de notoriété publique que le gouvernement bosniaque veut tout faire pour éliminer les autorités de Tuzla et de la région nord, d'où notre responsabilité pour lui donner les moyens de survivre.

Cette attitude est le seul espoir d'avenir pour les travailleurs, les exploités que nous défendons particulièrement, en Bosnie comme ailleurs. Rappelons-nous des révolutions avortées au Viêt-Nam, en Algérie, au Chili, au Portugal, au Nicaragua, au Salvador : faute d'un camp révolutionnaire solide et clair, ces révolutions nationales, antifascistes, anti-impérialistes ont sombré dans la situation actuelle. Tirer les leçons de l'histoire, c'est savoir bien délimiter les camps, reconnaître les ennemis, les amis, les faux amis temporaires etc. Aujourd'hui, en Bosnie, cela veut dire refuser de soutenir Izetbegovic, le dire clairement et lui opposer le camp laïc et progressiste (dont nous connaissons aussi les limites par ailleurs).

Débat, polémique et manipulation

Le film de BHL a en plus un côté simpliste, désagréable et dangereux. On voit de gentils soldats bosniaques confrontés aux brutes avinées serbes ; on voit des juxtapositions de plans extrêmement percutants au niveau de l'image mais qui empêchent de réfléchir ; en outre, il n'y a aucun élément pour comprendre l'origine d'un conflit supposé débuter en avril 1992 lors du bombardement de Sarajevo. Les divers articles parus dans « *Partisan* » ont montré que les choses étaient un peu plus complexes que ça... Bref, le film tombe dans l'excès dénoncé du côté nationaliste serbe : la manipulation de l'image et de l'information.

Contrairement à ce qu'affirment les protagonistes de tous les camps, à ce que prétendent nombre de militants en France, la question de l'ex-Yougoslavie (et pas seulement de la Bosnie) est complexe. Il faut se dégager de l'émotion, écouter ce que disent les uns et les autres, confronter, se forger un avis, avoir un esprit critique par rapport à toutes les informations (y compris celles

qui nous sont a priori sympathiques), accepter de remettre en cause ce que l'on croyait acquis, refuser les soutiens inconditionnels. Il faut voir le film « Bosna ! » pour comprendre ce qu'il porte. Il faut écouter les arguments des nationalistes pour mieux les combattre. Il faut lire les avis des journalistes, faire le tri, reconnaître ceux qui apportent des éléments fiables, éliminer les manipulateurs de tous les bords.

Tout cela n'est pas renvoyer tout le monde dos à ados, adopter une position neutraliste et spectatrice. C'est adopter une attitude matérialiste et réfléchie, c'est se donner les moyens de s'engager en connaissance de cause, en rapport avec l'orientation politique que nous défendons ; Nous nous sommes engagés dans le « Secours Ouvrier pour la Bosnie » et on nous l'a reproché à la fête de Lutte Ouvrière, car nous aurions « choisi notre camp ». C'est vrai. Nous avons choisi le camp ouvrier internationaliste, celui des mineurs de Tuzla, cela sans aucune ambiguïté par rapport au gouvernement bosniaque... Comment peut-on nous le reprocher ?

A.D.

Les arguments des nationalistes serbes

Il n'est pas sans intérêt de relire ce que disent Karadzic, Milosevic et autres nationalistes serbes. Non pas pour les « comprendre », mais pour mieux les combattre.

On peut résumer leur point de vue avec ces quelques citations provenant de l'agence yougoslave Tanjung :

« *La population serbe de Krajina ne s'est pas soulevée contre leur propre état, l'ancienne Yougoslavie, puisqu'elle a exprimé le souhait de rester en Yougoslavie ensemble avec ses frères* ».

« *Le ministre des affaires étrangères a dit que la sécession de quatre des six anciennes républiques yougoslaves a provoqué la séparation forcée de la nation la plus nombreuse – les Serbes – de leur pays mère et la dégradation de leur statut au niveau de minorité nationale* ».

« *Karadzic a expliqué que ce qui était vraiment en jeu en Bosnie-Herzégovine était que le droit à l'autodétermination a été reconnu dans le cas des Musulmans et des Croates, mais refusé aux Serbes* ».

En résumé : le pays des Serbes était la Yougoslavie, quelle que soit la république où ils vivaient. La sécession de la Croatie et de la Slovénie a fait éclater la Yougoslavie, les peuples réclament le droit à l'autodétermination, pourquoi le refuse-t-on aux Serbes de Croatie et de Bosnie ?

D'un strict point de vue nationaliste, on est obligé d'admettre que l'argument est valable, et c'est pour cette raison qu'on ne peut les combattre sur le terrain national (« reconnaissance de la Bosnie »...). On peut (et il faut) les combattre sur le terrain du fascisme, du radicalisme nationaliste, mais ça ne répond nullement aux interrogations nationales. La seule perspective, la seule réponse aux nationalistes serbes, c'est le combat pour un internationalisme vivant contre tous les dirigeants nationalistes (y compris Izetbegovic).

Partisan N°91 – Juin/Juillet 1994

La Serbie : un recommencement

Nous publions ci-dessous un article publié par la revue « *Les Temps Modernes* », dans le recueil collectif intitulé « Une autre Serbie ». Ce texte de Ljubisa Rajic est le plus intéressant de ce recueil, car il ouvre des perspectives économiques, politiques et sociales nouvelles, radicales. Sans prendre ce document pour ce qu'il n'est pas (un programme révolutionnaire...) il montre qu'en Serbie même, existe une réflexion progressiste et différente des perspectives démocratiques à la sauce occidentale.

Ce texte comprend un certain nombre d'hommes politiques et historiques difficilement compréhensibles pour les non spécialistes. Dans un premier temps, il suffit de savoir qu'il s'agit de dirigeants nationalistes, sous diverses variantes. [NdlR 2012 : Seselj et Arkan étaient les dirigeants des milices fascistes les plus redoutables dans l'épuration ethnique].

Ljubisa Rajic (1947-2012) : enseignait à la Faculté des Lettres de Belgrade (langues et littératures scandinaves). A été bibliothécaire à l'Institut de nordistique de l'Université d'Oslo (1975), traducteur, lecteur à l'Institut de slavistique de l'université d'Uppsala (1977), rédacteur en chef du journal Republika. Il est mort en juin 2012.

A quoi ressemble la Serbie actuelle ? La Serbie d'aujourd'hui n'est pas seulement la conséquence d'un développement historique aveugle, mais une création qui sert certains intérêts. S'il n'en était pas ainsi, elle se serait déjà effondrée. Si nous voulons une autre Serbie, nous devons savoir exactement comment la bâtir, et contre les intérêts de qui nous devons la construire.

Comment sera cette Serbie que nous désirons ? Dans l'ensemble, nous la voulons européenne. Mais que savons-nous de l'Europe, combien parmi ceux qui aspirent à voir la Serbie rejoindre les rangs de la CEE ont-ils lu, par exemple, le traité de Rome ? Savons-nous quelle est cette vague droitière qui déferle sur l'Europe, savons-nous quelle est la concentration de pouvoir dans ces pays, ce que représente la Communauté européenne pour les petites nations, - tout ce à quoi nous devons nous adapter, ce qu'il faut adopter, accepter, à quoi renoncer, comment nous moderniser ? L'image que nous nous faisons d'une Serbie différente ne représente toujours qu'une liste de souhaits, et non un véritable programme. Et cette liste diffère beaucoup d'une personne à l'autre, d'une profession à l'autre, d'un parti à l'autre, d'une classe à l'autre, et d'une région à l'autre.

Quelle que soit l'Europe d'aujourd'hui, on vit mieux dans ses régions développées que l'on ne vit en Serbie. Mais l'Europe est avant tout l'Europe de quelqu'un. Et l'on sait de qui. A qui devrait être l'autre Serbie ? Aux nouveaux directeurs nommés par le parti serbe à la tête des entreprises les plus importantes, à Jezdemir Vasiljevic, à Arkan et sa mafia, à toute la nouvelle classe dirigeante et à ceux qui la suivent ? Ou à ceux dont le salaire mensuel s'élève aujourd'hui à 25 marks ? A la Serbie des villages et des provinces ou à la Serbie des villes ? A la Serbie de quelle région, de quel milieu, de quelle classe ? L'autre Serbie devrait offrir à tous des chances relativement égales, éliminer la misère, garantir le droit et la justice.

Savons-nous par où commencer cette autre Serbie ? Ce n'est guère agréable à constater mais nous devrions commencer par tenter des procès. Si nous voulons un Etat où règnent le droit et un minimum de justice, alors nous devons mettre en accusation pillards, profiteurs et criminels de guerre. Il faudra démettre de leurs fonctions ceux qui en auront abusé, nationaliser les biens acquis malhonnêtement, les responsables devront répondre de leurs crimes, juridiquement et moralement.

Qui construira cette autre Serbie ? Certainement pas le pouvoir en place, qui a fabriqué une Serbie à sa mesure et n'a aucun besoin d'une Serbie différente. L'opposition qui réhabilita Nedic (et glorifie en même temps Slobodan Jovanovic), celle qui reprend le Zbor (le rassemblement), de Ljotic, celle qui élève des monuments à Draza Mihajlovic, et exige le retour du Pope Djujic ? Leur autre Serbie serait encore pire que celle-ci. Ou peut-être l'opposition qui se dispute pour savoir quel prince pourrait nous tirer de ce borbier et qui n'est même pas en mesure de surmonter, au nom du bien collectif, l'orgueil, la vanité, l'ambition et les complexes de ses dirigeants. Ou l'opposition qui n'est pas contre le nationalisme, mais estime que ses membres sont des Serbes plus intelligents que ceux qui sont au pouvoir, celle qui n'est pas contre la guerre mais contre le fait qu'elle ait été menée puis perdue, celle qui voit bien - mais qui ne veut pas dire tout haut - que l'Armée fédérale a dépensé des milliards de dollars en équipement militaire, munitions,

obus, avions, tanks, et ainsi de suite, pour une guerre sans raison ? Je ne sais pas. Ou nous, alors, les intellectuels soi-disant indépendants ?

Rappelons-nous les mots prononcés récemment à Mostar : « Nous, nous discussions, et eux ils distribuaient des armes. » Désirer, vouloir, penser une autre Serbie, n'est pas la faire, et je ne sais pas à quel point nous y sommes actuellement prêts.

Avec qui construire cette nouvelle Serbie ? Nous rendons-nous compte à quel point notre population est illettrée, inculte, endoctrinée et manipulée par la propagande; dans les affres de la modernisation, refusant de réfléchir, d'évoluer, d'accepter les temps nouveaux, d'accepter la diversité, la raison ? Nous nous laissons bercer par l'histoire de la tradition démocratique en Serbie. Celle-ci n'existe pas, comme elle n'existe nulle part dans l'ancienne Europe de l'Est sauf, en partie, dans la République tchèque. Connaissons-nous nos hommes politiques ? Connaissons-nous les capacités, ambitions, qualités morales, buts, de notre nouvelle nomenclature ? Connaissons-nous les politiciens de l'opposition ? Dans quelle mesure sont-ils différents de la majorité au pouvoir ? Qui sont nos industriels ? Ceux qui, pour assurer leurs propres positions, permettent aux autorités de détruire leurs entreprises ? Connaissons-nous nos professeurs et scientifiques ? Ceux qui, pour assurer leur propre bien-être, ont courbé l'échiné devant nos ministres de la Culture et des Sciences ?

Avons-nous réalisé à quel point nos écrivains ont du mal à faire la différence entre eux-mêmes et le drapeau national ? Connaissons-nous notre intelligentsia, celle des quarante ou cinquante dernières années et dans les rangs de laquelle ont été recrutés le ministre de la Culture, l'élite du parti serbe, l'ultranationaliste Wojislav Seselj et beaucoup d'autres ? Qui sont nos paysans, nos ouvriers, nos fonctionnaires, tous ceux qui auraient dû être les premiers à se révolter contre la misère dans laquelle nous vivons, mais qui se taisent et attendent que d'autres trouvent une solution à leurs problèmes ?

Comment changer la Serbie ? Avec le Parlement ? Cette parodie de parlement que l'élite au pouvoir traite avec un tel mépris que ses députés auraient dû se révolter, par simple dignité ? Ou sans le Parlement, dans la rue, où nous attendent les hommes de Seselj, de Jovicic, d'Arkan, la police, l'armée ? Nous ne discutons pas des moyens de lutte. Nos syndicats organisent des grèves, mais forment des comités de grève supra-syndicaux, extra-syndicaux et apolitiques. Nos partis voudraient engager une lutte politique qui se situerait au dessus et en dehors des partis, mais appellent à l'aide ceux-là mêmes qui hier ont aidé ce pouvoir à se consolider. Tous voudraient lutter, mais sans entrer en conflit avec le pouvoir, faire de la politique mais sans que cela en ait l'air. En adoptant cette attitude vis-à-vis des syndicats et des partis, de la lutte politique et économique, nous ne réussissons qu'à nous éliminer nous-mêmes. Nous voyons tous la solution suprême dans la privatisation, comme s'il n'existait pas d'autres formes de propriété, comme si le plus important était la forme de la propriété et non une production rentable, comme si nous ne voyions pas comment s'effectue cette accumulation du capital sur notre sol - qui sont les nouveaux détenteurs du capital et quelle est la Serbie dont ils ont besoin. Il faut dire clairement qu'on ne saurait restaurer la Serbie telle qu'elle était avant les guerres des Balkans : trop de temps s'est écoulé. Tandis que nous regardions en arrière au cours des dernières années, le monde a progressé.

Nous devons refaire la Serbie en agissant en profondeur et non par retouches esthétiques. La lutte pour une autre Serbie ne sous-entend pas seulement un changement de pouvoir dont nous ne nous rendons pas compte qu'il ne suffirait pas, en soi, à faire de la Serbie une autre Serbie. L'autre Serbie ne se fera pas en une nuit, même si nous étions des milliers de plus, même si demain nous gagnions les élections. Il faut, pour une autre Serbie, mener un combat beaucoup plus long grâce à une action politique persévérante, patiente et systématique. Au début, cette lutte devra être consacrée à l'éducation de la population. Il semble que nous ayons oublié d'où sont issues les révolutions bourgeoises, quelle a été la société bourgeoise qui a lutté contre l'absolutisme. Il faudra ensuite créer des organisations d'intérêts, et trouver un homme politique connaissant ses véritables intérêts.

En 1951, Berthold Brecht, dans une lettre ouverte aux artistes et écrivains allemands, avait attiré l'attention sur le danger d'un réarmement de l'Allemagne en ces termes : * La grande Carthage a mené trois guerres. Après la première elle était encore puissante, après la seconde on pouvait encore y vivre. Après la troisième, personne ne pouvait plus la trouver. » La Serbie a, en moins d'un an, mené trois guerres. Après la troisième, on a déjà du mal à y vivre. Existera-t-elle encore après la quatrième ? Si nous ne descendons pas de notre tour d'ivoire, si nous ne nous rendons pas compte de l'importance de notre devoir, alors nous ne ferons jamais l'Autre Serbie.

Partisan N°95 – Décembre 1994

Bosnie : oser s'engager dans le soutien

Les combats en Bosnie sont à nouveau sous le feu de l'actualité, avec deux éléments nouveaux.

La poche de Bihac

Il y a d'abord l'offensive contre la poche de Bihac, menée conjointement par les milices nationalistes serbes de Bosnie, de la Krajina croate et de Fikret Abdic, dirigeant bosniaque corrompu du trust Agrokomerc et ancien dirigeant de la Ligue des Communistes. Outre qu'il s'agit d'une poche enclavée en territoire contrôlé par les milices nationalistes serbes, Bihac est un nœud de communication essentiel dans l'ex-Yougoslavie, en particulier au niveau ferroviaire, et sa prise (même sous contrôle de Fikret Abdic) permet de consolider l'existence de la Grande Serbie. L'objectif ultérieur pour Karadzic serait alors l'extension du couloir de Brcko au nord de Tuzla pour relier la Bosnie occidentale et la Krajina croate sous son contrôle à la Serbie.

Le rôle des USA et des grandes puissances

Il y a ensuite le retrait US de l'embargo, et leur engagement plus net aux côtés des forces gouvernementales bosniaques. Il semble clair que de l'armement lourd arrive via l'Arabie Saoudite (vassale des USA), et que des conseillers militaires US participent à l'entraînement et à la direction des offensives militaires de Izetbegovic. Même si les USA sont réticents à s'engager directement dans le conflit, il est évident qu'ils avancent leurs pions dans une région du monde d'où ils étaient absents. Après les avions espions en Albanie, les Casques Bleus en Macédoine et leur forte présence en Grèce, c'est tout le flanc sud des Balkans qu'ils cherchent à influencer. L'Allemagne est discrète, puisqu'elle a réussi à maintenir sa domination économique sur la Slovénie, la Croatie et le mark est même devenu la monnaie parallèle en Bosnie et en Serbie. En ce moment, ce sont la France et la Russie qu'on entend le plus protester contre ce qu'elles appellent « les dangers d'aggravation du conflit ». On se demande bien ce qui pourrait encore s'aggraver... En fait, elles soutiennent l'état actuel des choses et en particulier le régime serbe de Milosevic, considéré aujourd'hui par Alain Juppé comme le partenaire incontournable d'un accord de paix. Rappelons également que Fikret Abdic avait été très discrètement soutenu et encouragé contre Izetbegovic par les Casques Bleus français quand ils étaient à Bihac... On voit donc une fois de plus le nouveau partage de la région à l'œuvre sur le dos ces peuples, et il n'est qu'un élément dans le repartage du monde qui brasse la planète après la chute du mur de Berlin.

Quel soutien ? (à nouveau et encore)

Certains partent de cette analyse pour renvoyer tout le monde dos à dos, au nom du jeu des grandes puissances et des dirigeants nationalistes.

Ce n'est qu'un élément de la situation, et c'est faire l'impasse sur ce qui se passe en Bosnie (et qui a commencé dans les années 70, puis militairement à Vukovar en Croatie) : il y a là-bas une offensive à caractère fasciste des milices dirigées par Karadzic, attestée aujourd'hui de manière incontestable par la concordance des témoignages (il devient à la longue difficile de parler de manipulation à cette échelle alors que les voyages en Bosnie se multiplient). Offensive fasciste par le militarisme, l'idéologie et la manipulation entretenue par les dirigeants pour arriver à leurs fins : le rattachement à la Serbie qui est leur seul espoir de poursuite de leur domination politique, économique et sociale. N'oublions pas que ce sont eux qui s'enrichissent par le marché noir... Offensive fasciste entamée par le régime serbe de Belgrade et l'armée fédérale en 1991 pour maintenir un système social et un pouvoir de classe qui servaient leurs intérêts (rappel : Milosevic est l'ancien directeur de la Banque centrale de Belgrade...), alors que d'autres fractions bourgeoises préféraient abandonner l'ex-Yougoslavie pour établir des liens beaucoup plus directs

avec les pays européens. C'est pour cela qu'ils se sont appuyés dès l'époque (et d'ailleurs bien avant !) sur le nationalisme serbe pour justifier leur offensive militaire.

Qu'Izetbegovic soit un nationaliste bourgeois est une évidence (et nous le disons depuis longtemps). Cela ne change rien au conflit, et ne recouvre pas la totalité de la réalité bosniaque. Nous l'avons dit, nous le répétons : il y a des forces laïques et démocratiques, non nationalistes, en Bosnie, opposées à Izetbegovic et au SDA, mais qui participent au combat antifasciste parce que c'est cela qu'ils vivent. Ces forces sont fragiles, en butte aux coups de tous les côtés (y compris du SDA), délibérément oubliées par les médias. Mais nous savons qu'elles existent, chez les intellectuels de Sarajevo certainement, mais peut-être plus largement encore dans la région ouvrière de Tuzla. Il est de notre responsabilité de militants internationalistes d'aider ces forces ouvrières, fragiles, à survivre : elles-seules peuvent être le point de départ d'une nouvelle alternative progressiste et sociale à l'avenir, en Bosnie comme dans tous les pays des Balkans. C'est le sens de notre engagement dans le Secours Ouvrier pour la Bosnie. Et si nous réussissons à avoir le contact avec de telles forces qui doivent exister en Croatie ou en Serbie, sur une base clairement antinationaliste, nous sommes aussi prêts à les soutenir fermement !

Retrait des Casques Bleus et de toutes les troupes étrangères !

Levée de tous les embargos et blocus !

Les Balkans aux peuples balkaniques !

Aucun soutien à Izetbegovic !

Soutien aux forces (d'abord ouvrières) laïques, démocratiques et non nationalistes !



Partisan N°102 – Septembre 1995

Quel soutien à la Bosnie ?

Il n'est pas inutile de résumer rapidement les positions des uns et des autres dans le soutien à la Bosnie

- 1) **Les intellectuels et les divers collectifs de soutien** (nous parlons là du cas général, et pas des situations particulières de tel ou tel collectif local sur des bases plus correctes).
 - Défense de la Bosnie «dans ses frontières internationalement reconnues».
 - Critique de l'ONU, mais sans exiger son retrait. Il faut faire pression pour qu'il soit plus radical.
 - Demande d'intervention militaire de l'OTAN contre les Tchetniks.
 - Soutien à l'intervention militaire croate.
 - Faire pression sur le gouvernement pour qu'il intervienne plus radicalement (ainsi Bernard Henri Levy et Schwartzberg ont-ils été reçus en ce sens par Chirac, à leur demande). Mais pas de critique à son égard.
 - Aucune démarcation sur les contradictions entre Bosniaques. Soutien à Izetbegovic (jusqu'à être présenté comme un nouveau Jaurès par BHL!!!).
 - Interventions humanitaires sans interrogations sur leur contenu politique.

C'est donc une position antifasciste sur des positions très bourgeoises et pro-impérialistes, que l'on vient de voir à l'œuvre avec les grévistes de la faim autour d'Ariane Mnouchkine. Le fait même que cette grève de la faim se soit achevée à la fois à la demande d'Izetbegovic, au lendemain des bombardements de l'OTAN, et après deux messages de soutien de Chirac, est très significatif... Ces positions, très médiatiques, font beaucoup de mal au soutien dans les milieux populaires. Aucun travailleur, ou syndicaliste un peu motivé, ne peut accepter en effet (à juste titre) de se retrouver dans le même camp que ses exploités. Il est méfiant et il a raison.

2) **Le Secours Ouvrier pour la Bosnie.**

- Défense de la Bosnie, en général, contre la partition ethnique.
- Retrait de l'ONU et des Casques Bleus, immédiat et sans conditions.
- Critique du gouvernement français et de l'ONU, complices de la partition ethnique.
- Levée de l'embargo sur les armes pour les Bosniaques (silence sur le blocus envers la Serbie).
- Critiques de Izetbegovic, mais dans le cadre d'un soutien global à l'ensemble des Bosniaques.

- Soutien aux forces multiculturelles et plus particulièrement recherche du contact avec les forces ouvrières et syndicales de la région de Tuzla.
- Travail en direction du mouvement ouvrier et des forces syndicales en France.

3) L'OCML Voie Prolétarienne

Nous travaillons au sein du Secours Ouvrier pour la Bosnie, qui est un cadre politique et pratique positif.

Nous nous en distinguons sur les points suivants :

- Notre soutien va d'abord à un combat antifasciste contre les Tchetsniks. Pour nous l'enjeu est aujourd'hui le combat antinationaliste et antifasciste, la question des frontières et nationale ne pourra être résolue par les divers peuples de la région que sur une base démocratique et populaire. Ce combat antifasciste est porté par une partie importante des Bosniaques, ce qui justifie notre engagement. Que ce combat se mène aujourd'hui dans le cadre de la Bosnie ne doit pas nous enfermer dans un point de vue étroitement national.
- Nous sommes pour la levée de tous les embargos et blocus (et pas seulement la levée de l'embargo sur les armes), car la politique de l'ONU, des grandes puissances et de l'impérialisme ne se découpe pas en morceaux. Rester silencieux sur le blocus envers la Serbie, cela revient à l'approuver honteusement... On sait que dans tous les blocus (Irak, Lybie, Cuba, Serbie...) ce sont les travailleurs qui paient la note (restrictions, embrigadement nationaliste). Les bourgeois, eux, ont toujours leurs filières pour s'en sortir.
- Nous refusons de soutenir Izetbegovic car il ne conduit qu'une politique bourgeoise, nationaliste et pro-impérialiste, qui ne peut que dévoyer le combat antifasciste. De même nous refusons de soutenir les forces bosniaques qui ne se délimitent pas clairement à ce propos, car c'est aujourd'hui un enjeu politique tout à fait clair en Bosnie, comme en témoigne l'affrontement entre le SDA et la municipalité de Tuzla. Nous soutenons le camp clairement antinationaliste, et au sein de celui-ci nous cherchons (difficilement) où peut exister un camp ouvrier indépendant. Par ailleurs, nous soutenons le camp antinationaliste où qu'il se trouve, par exemple en Serbie, même s'il est aujourd'hui bien faible.

La polémique sur les origines de la guerre et le soutien

Partisan N°90 – Mai 1994

Qui est responsable de la guerre en ex-Yougoslavie ?

Qui est responsable ? La crise économique et les ambitions des fractions bourgeoises de toutes les nations, qui chacune ont essayé de tirer le maximum de profit de la situation, avec plus ou moins de bonheur, en jouant la carte nationaliste.

Le débat se polarise sur la nature du régime serbe, puisque c'est lui qui disposait du potentiel militaire. Il y a ceux pour qui Milosevic est le diable en personne, cause de tous les malheurs. Remplacez-le et la paix reviendra. Il y a ceux qui à l'inverse s'en font les défenseurs masqués et renvoient toutes les responsabilités sur l'Allemagne.

Nous apportons quelques éléments au débat à partir d'une lettre de camarades marxistes-léninistes grecs qui nous publions bien volontiers, accompagnée d'une réponse.

Une lettre de camarades grecs

Chers camarades,

Nous vous remercions d'avoir publié dans votre journal un extrait de notre plaquette « La balkanisation des Balkans ». Cet extrait reflète la position du régime grec, mais les passages les plus importants sont les estimations et les conclusions du texte dans son ensemble qui ont été confirmées par l'évolution de la situation.

Dès le début, nous avons essayé de détecter et expliquer les origines de la crise balkanique actuelle en se basant sur la théorie marxiste, les expériences positives et négatives du mouvement communiste et l'histoire de notre région. C'est suite à ce contexte que nous sommes arrivés à deux thèses fondamentales :

- 1) La crise actuelle a pris naissance dans la crise mondiale prolongée et dans le cadre de la restructuration capitaliste.
- 2) La crise balkanique actuelle est un des enfants authentiques du Nouvel Ordre Mondial, c'est-à-dire la nouvelle ruée de l'impérialisme.

C'est pourquoi nous utilisons aussi le terme de « balkanisation », qui pendant des décennies faisait partie du langage diplomatique et historique seulement. L'essentiel dans ce terme est que, sans l'intervention impérialiste des grandes puissances, la crise actuelle est inexplicable. C'est la concurrence inter-impérialiste qui impose le rythme du déroulement des événements. La balkanisation actuelle constitue un effort de transfert-déplacement des problèmes produits dans le cœur du système impérialiste à cause de la plaine d'angoisse, recherche des « espaces vitaux » a signifié que la guerre a été imposée par les puissances impérialistes et leur concurrence débridée.

Malheureusement, nous constatons qu'en Europe occidentale même des organisations qui se réfèrent au marxisme ne sont pas capables de comprendre ce qui se passe en Yougoslavie et dans les Balkans. Par conséquent, la grande majorité de la gauche européenne s'est inclinée à l'hystérie interventionniste créée par la propagande du Nouvel Ordre Mondial, et par la désinformation impérialiste, qui essaient de légitimer le « droit d'ingérence » de la soi-disant « communauté internationale ». Ceux qui attaquent le nationalisme serbe et oublient les nationalismes croate, slovène et « musulman », ou ceux qui ne font pas de distinction entre ces nationalismes (et ça c'est le « meilleur » cas, étant donné que plusieurs

dénoncent seulement le nationalisme serbe), ne comprennent pas la grande différence : le nationalisme serbe se trouve dès le début en position de défense ; il est poussé à la guerre en essayant de limiter le démembrement de la Yougoslavie par les Occidentaux. Ça veut dire que ce n'est pas la politique serbe qui a mis le feu à la région.

En plus, il est clair maintenant que les autres régimes issus de la Yougoslavie unie sont des vrais protectorats allemands (Croatie - Slovénie) et américain (Bosnie). Les nationalistes croates sont armés directement et massivement par les Allemands, les nationalistes musulmans sont armés par les Américains, via l'Arabie Saoudite notamment. Il n'y a pas besoin de crier des slogans « Des armes pour la Bosnie », puisque l'armée bosniaque est alimentée régulièrement non seulement avec des armes, mais aussi avec des milliers de « vétérans » de l'Afghanistan etc. (respectivement dans les rangs de l'armée croate des néonazis venus du monde entier continuer à « lutter » contre « les communistes slaves »). Il faut se demander aussi en ce qui concerne le terme « musulmans » dont tous les médias s'intéressent exclusivement. Pourquoi personne ne parle pour les millions de gens qui, après toutes ces années de guerre, persistent à s'autodéterminer comme Yougoslaves ? Ce sont eux les plus progressistes de toute la Yougoslavie ; ils se trouvent dans tous les états « indépendants » ; et ils sont chassés par tous les nationalistes - sans pourtant que personne ne s'intéresse en Europe occidentale, et pour cause !

Nous sommes d'avis que ceux qui se réfèrent au marxisme en Europe occidentale peuvent comprendre que les peuples des Balkans n'ont pas besoin des « Casques Bleus » ni de « l'aide » des puissances occidentales et des soi-disant « Nations Unies » pour trouver la paix. C'est exactement cette « aide » qui a poussé à la boucherie. Ça pourrait être drôle si ce n'était tragique, de voir les vrais responsables vouloir bombarder deux qu'ils ont morcelé. D'où tire la soi-disant « communauté internationale » le droit d'imposer des ultimatums et de donner des leçons aux « barbares » des Balkans ? Cette laideur et arrogance de l'Occident doit recevoir une réponse appropriée par toutes les personnes qui veulent être dignes au moins du nom de « progressiste », même pas « révolutionnaire ».

Les temps nécessitent :

- Le développement d'un large mouvement contre cette « communauté internationale » de bandits et d'assassins.
- Le fondement des bases pour une nouvelle communauté des peuples en solidarité, coopération et fraternité. Mais pour réaliser cette communauté, il est indispensable que le but du mouvement soit la destruction du Nouvel Ordre Mondial : ça doit être notre slogan ; la société « multiculturelle » que semblent vouloir défendre diverses organisations peut très bien être récupérée comme slogan par les impérialistes et leurs laquais.

Chers camarades,

Nous ne voulons pas occuper plus de place précieuse dans notre journal ; nous voulons rappeler à vos lecteurs et amis qu'ils peuvent se procurer notre plaquette ainsi que d'autres textes de notre organisation (en français ou anglais) en écrivant à l'adresse suivante :

« A/Synechia, EMM, Benaki 55, 10681 Athènes, Grèce » [Ndir 2012 : cette organisation n'existe plus aujourd'hui]

Nous sommes prêts à tout genre de discussion entre organisations et militants pour promouvoir le débat, les contacts et la coordination nécessaire à la lutte contre le Nouvel Ordre Mondial.

Nous ne sommes vraiment pas d'accord

Laissons d'abord de côté le Nouvel Ordre Mondial, le rôle des Casques Bleus etc. nous avons eu l'occasion de l'aborder à de multiples reprises. Nous sommes sur ce point pour l'essentiel d'accord avec les camarades.

« La guerre a été imposée par les puissances impérialistes »

Mais nous sommes en désaccord avec absolument tout le reste de leur courrier. Plus grave, les camarades ont perdu toute référence de classe et raisonnent uniquement en termes de pays ou de nation. Les contradictions entre ouvriers, paysans, bourgeois se sont évaporées et les camarades ont été ainsi insidieusement gagnés par le nationalisme pro-serbe.

Tout d'abord, ils affirment que la guerre a été imposée par les puissances impérialistes. C'est **faux et absolument impossible**. Le raisonnement historique le plus élémentaire montre que les interventions extérieures ne peuvent agir que par l'intermédiaire des phénomènes internes. Les grandes puissances n'ont pu intervenir que parce que les contradictions **internes** à la Yougoslavie étaient mûres. Que parce que **bien avant** la guerre, les diverses bourgeoisies (slovènes, croates,

serbes, bosniaques...) étaient laminées par la crise dans un pays fort proche du Tiers-Monde. Et donc que chacune a joué ses cartes propres pour s'en tirer le mieux possible. Mais n'oublions pas que nous parlons des **bourgeoisies**, pas des populations en général.

Historiquement, c'est la bourgeoisie slovène (la plus forte au plan économique) qui s'est tournée vers l'Allemagne et l'Autriche (et bien avant la guerre !), en ne voulant plus payer pour les républiques les plus pauvres. Il y a eu aussi la bourgeoisie croate (quoique moins puissante) qui a suivi le même itinéraire. La bourgeoisie serbe, qui rappelons-le était à la tête de l'Etat fédéral et tenait l'armée en mains, s'est retrouvée déshabillée des régions les plus riches. Elle a donc joué la carte du maintien de la Yougoslavie (mais cela n'avait strictement rien de progressiste dans la bouche d'un Milosevic) et l'autre carte qu'elle pouvait jouer, la guerre. D'où l'agression militaire contre la Slovénie d'abord, puis la Croatie, enfin la Bosnie (en attendant peut-être le Kosovo et la Macédoine). Quant à la bourgeoisie bosniaque, elle n'avait ni atout économique, ni puissance militaire, elle est donc passée à la casserole.

Les peuples, eux, ont payé l'addition. Embrigadés par le nationalisme, ils ont servi de chair à canon. Dans toutes les républiques.

Que l'Allemagne, la France, les Etats-Unis, la Russie aient **sur cette base** lourdement pesé, c'est évident et guère surprenant. Elles ont poussé à la guerre, mais indirectement et à partir des politiques des diverses bourgeoisies locales. Nous renvoyons aux articles déjà parus dans nos numéros précédents à ce propos.

Quant au nationalisme et à ses conséquences en termes de barbarie, nous sommes littéralement stupéfaits de n'en pas voir trace dans le courrier de ces camarades. Qu'est-ce que ça peut bien vouloir dire que « le nationalisme serbe se trouve dès le début en position défensive » ? Imaginons que cela soit vrai. Cela le justifie-t-il une seule seconde ? Non, et on en voit les conséquences. Les camarades (et d'autres comme « *Solidaire* » du PTB en Belgique) en arrivent à soutenir un populisme fascisant ultra-nationaliste au nom d'une supposée agression. Rappel aux camarades : au début de la guerre Iran/Irak, fallait-il soutenir le régime iranien sous prétexte qu'il était « agressé » ? Le « nationalisme serbe », c'est qui ? S'agit-il des travailleurs serbes ? Ou est-ce un soutien à Milosevic, son régime et son opposition bidon ?

« **Ce n'est pas la politique serbe qui a mis le feu à la région** »

Il est un fait que l'origine **économique** vient des indépendances slovène et croate. Mais l'agression militaire vient bel et bien des nationalistes serbes. Qu'est-ce que la défense de la Yougoslavie dans leur bouche ? C'est la défense de leurs intérêts de bourgeois serbes et rien d'autre. Les camarades disent que les « Yougoslaves » ont été pourchassés par tous les nationalistes. **Quels** Yougoslaves ? Quelle distinction font-ils entre bourgeois et opprimés ? Les bourgeois qui se disent aujourd'hui yougoslaves défendent en fait les idées de la bourgeoisie serbe. Il est exclu de les soutenir. Leur Yougoslavie est aussi capitaliste que les autres pays d'Europe. Et pourquoi ces mêmes camarades, aujourd'hui, ne s'opposent-ils pas à la partition de la Bosnie ?

Quant aux **travailleurs**, aux **exploités** qui se disent yougoslaves, où s'expriment-ils ? Comment se démarquent-ils de leur bourgeoisie, du nationalisme qui n'est qu'un effroyable poison diviseur ?

Nous en connaissons parmi les immigrés en Europe. Nous soutenons le combat des mineurs de Tuzla (en Bosnie) qui rejettent explicitement et sans concession le nationalisme d'où qu'il vienne. Nous sommes prêts à soutenir toute force (syndicat oppositionnel par exemple), en Slovénie, en Croatie, en Serbie qui prendrait partie sans aucune ambiguïté, nous soutenons aussi le Cercle des Intellectuels de Belgrade.

Car tous ces camarades qui dénoncent « l'agression allemande » restent bien silencieux sur ce qui se passe en Serbie. Quant à nous, nous écoutons avec intérêt ces opposants qui n'ont dans l'immédiat rien à défendre.

La partition de la Yougoslavie n'a certes rien de progressiste. Mais son maintien dans l'état de 1991 pas plus. Quoiqu'on en pense, elle est du passé et continuer à raisonner en ces termes relève d'une conception des nations très « nationale » et pas du tout de classe.

Le chauvinisme, toujours lui...

Pour terminer, nous voudrions attirer l'attention sur les conséquences de ce type de positions pour ces camarades grecs. Dans leur brochure « la balkanisation des Balkans », ils sont amenés à parler de la Macédoine. Or, suivant en cela le chauvinisme grec propagé par le gouvernement et les médias, ils se refusent à appeler ainsi ce pays et lui donnent le nom en usage chez les bourgeois de leur pays : « Skopje » (du nom de la capitale de la Macédoine). Quoiqu'on pense de la partition de l'ex-Yougoslavie et de la création de la Macédoine, **la première chose** pour des camarades qui se disent marxistes c'est de rejeter absolument le chauvinisme de grande puissance de leur propre gouvernement. En reprenant cette terminologie, ils montrent malheureusement de quel côté ils se situent...

A.D.

Partisan N°101 – Juin/Juillet 1995

BOSNIE : retour sur le soutien

Un courrier reçu à « Partisan »

Juste deux mots pur vous dire que je ne partage pas du tout votre opinion sur la Bosnie. En effet, vous répétez ni plus ni moins la propagande antiserbe et pro-bosniaque distillée quotidiennement par les médias de la bourgeoisie.

Comment pouvez-vous défendre des soi-disant ouvriers de Bosnie qui en fait sont des patrons et défendent sans complexes le capitalisme libéral ; êtes-vous les représentants de la bourgeoisie ou du prolétariat quand vous défendez de tels points de vue ?

Sans entrer dans les beaux discours, il faudrait quand même rappeler que la Yougoslavie s'est construite d'abord grâce aux Partisans serbes, même si Tito était croate, ces derniers et les soi-disant ouvriers de Bosnie combattaient en majorité dans les milices fascistes aux côtés des Allemands et des Italiens et là, gare aux communistes !

D'ailleurs, la bourgeoisie est très reconnaissante de ce fait car elle a mis très peu de temps à reconnaître la sécession de la Bosnie et de la Croatie. Dans le même temps, les serbes étaient qualifiés de nazis !! Ils nous ont déjà fait le même coup avec Saddam ; c'est tellement simple de diaboliser l'adversaire lorsqu'on manque d'arguments. Non je ne hurlerai jamais avec les loups de la bourgeoisie.

Amitiés communistes

PS : A quand le Secours Ouvrier pour les ouvriers serbes ?

Nous reproduisons d'autant plus volontiers cette correspondance qu'elle correspond à la position plus ou moins avouée du PC, et d'une partie de l'extrême-gauche en France ou à l'étranger. En particulier, elle était dominante à la fête de Lutte Ouvrière...

Répondons brièvement.

1) Propagande bourgeoise ?

Il est difficile de dire que nous reproduisons la propagande de la bourgeoisie quand c'est dans « *Partisan* » que notre lecteur a lu la véritable nature des officiels des Tuzla accueillis par le Secours Ouvrier pour la Bosnie. Nous ne cachons rien, y compris les difficultés à trouver les représentants authentiques et indépendants des travailleurs. Nous avons par exemple toujours refusé de défendre le gouvernement bosniaque et le SDA en dénonçant ses responsabilités dans ce conflit. Y compris au sein du Secours Ouvrier pour la Bosnie, tout le monde ne partage pas notre avis.

2) Soutien à la bourgeoisie ?

A aucun moment et d'aucune manière nous ne soutenons notre bourgeoisie. Nous sommes contre la politique du gouvernement français, contre l'ONU, contre le Nouvel Ordre Mondial, pour la levée de **tous** les embargos et blocus (y compris contre la Serbie), le retrait de toutes les troupes impérialistes. Depuis toujours nous avons dénoncé la politique des grandes puissances, y compris leur politique de dépeçage de la Yougoslavie, leur collusion et leur rivalité dans la région dans le cadre du nouveau partage du monde. Notre lecteur peut se reporter aux articles précédents parus à ce propos dans « *Partisan* ». Il n'y a aucune ambiguïté à ce propos.

3) Défendre les Serbes ?

De son côté, notre lecteur a apparemment choisi de défendre les Serbes. Est-ce là un point de vue prolétarien ? Nous considérons que depuis trois ans les faits sont avérés, et qu'il n'y a pas seulement de la propagande bourgeoise ? Y a-t-il ou pas purification ethnique (encore aujourd'hui, à Gorazde, les miliciens tchetniks imposent le départ de Serbes qui pourtant ont **choisi** de rester combattre **contre eux** pour autoriser l'évacuation des blessés graves) ? Quant à nous, nous sommes prêts, à **tout moment**, à défendre les ouvriers serbes, dans la mesure où ils se seront

démarqués de leur bourgeoisie, où ils auront rompu avec le chauvinisme grand serbe, le nationalisme et le fascisme. Cette démarcation-là, en Serbie même ou dans la zone contrôlée par les tchetniks de Karadzic est essentielle.

Il ne s'agit pas de diaboliser et de manquer d'arguments. Mais la lutte politique ne se réduit pas à la contradiction entre les pays impérialistes et les autres. Pas du tout. Les démarcations de classe doivent guider les prises de position dans les combats nationaux, démocratiques ou anti-impérialistes. Faute de quoi, c'est là qu'on se met à la remorque d'un camp bourgeois.

Nous considérons qu'il y a un combat antifasciste en cours, et nous avons choisi notre camp. Et dans ce camp, nous cherchons à défendre un courant prolétarien, difficilement certes, mais en toute clarté.

4) La Deuxième Guerre Mondiale

Quant à l'histoire de la deuxième guerre mondiale, c'est notre lecteur qui récite avec conviction le révisionnisme historique de Milosevic. Rappelons les faits.

Les Oustachis croates ont été installés au pouvoir d'une éphémère Croatie indépendante en 1941 par les nazis. Ils étaient à peine 500 à leur arrivée d'exil d'Italie, mais leurs exactions (alliés aux extrémistes musulmans) furent si abominables qu'elles sont restées gravées dans les mémoires : des centaines de milliers de morts serbes, juifs, tziganes, mais aussi croates antifascistes, des camps de concentration épouvantables etc.

Le révisionnisme de Milosevic, c'est l'équation Croates = Oustachis. Cette équation est fautive, les Partisans croates (en particulier originaires de Dalmatie) étaient largement plus nombreux que les Oustachis. Mais ils n'étaient pas au pouvoir et n'avaient pas le soutien des nazis.

Lors de la résistance antifasciste, il y a eu deux camps. D'une part les Partisans de Tito, sur une base multinationale, constituée de combattants de toutes les nationalités, et où les Croates étaient les plus nombreux. Par ailleurs, la guerre de libération a débuté et s'est développée d'abord en Bosnie centrale. D'autre part il y avait les Tchetniks de Mihailovic, ancien aide de camp du roi Pierre II en exil, qui avait instauré un régime de fer dans la Yougoslavie d'avant-guerre sous la domination serbe (Tito y fit cinq ans de prison). Les Partisans étaient peu implantés en Serbie (mais fortement chez les Serbes de Bosnie), car les Tchetniks étaient dominants, et d'ailleurs la Serbie a été le dernier territoire libéré en Yougoslavie. Par ailleurs, les Tchetniks ont toujours refusé tout accord avec Tito, ils passaient plus de temps à combattre les Partisans que les nazis. Enfin, il faut savoir que les Tchetniks ont répondu aux massacres des Oustachis par d'autres massacres tout aussi épouvantables, dont par exemple 150 000 musulmans du Sandjak... Rien d'étonnant si Mihailovic a finalement été fusillé par Tito en 1946.

Dernière chose : quand nous parlons des Tchetniks de Milosevic ou de Karadzic, c'est **eux-mêmes** qui ont repris cette étiquette peu glorieuse, datant de la deuxième guerre mondiale. A chacun ses références.

Ces faits-là ne sont nullement de la propagande. Ils sont communément admis par tous les historiens, ce que notre lecteur peut facilement vérifier dans toute publication antérieure au début du conflit (par exemple l'Encyclopaedia Universalis). Attention : le révisionnisme historique, comme pour l'holocauste des Juifs est pernicieux. Sous prétexte d'une hypothétique persécution, on réécrit l'histoire. C'est aussi le cas des historiens bourgeois quand ils parlent de l'ex-URSS. Mais attention à ne pas reprendre le discours des fascistes... même drapés d'un drapeau rouge qui vire au brun !

Partisan N°102 – Septembre 1995

Toujours la polémique sur la guerre et ses causes

Je suis surprise en lisant l'ensemble de vos articles sur la Bosnie.

Même si « Partisan » prône une politique anticapitaliste et une Bosnie laïque et démocratique, comment expliquer une critique constante et virulente concernant les Serbes ? Avez-vous oublié l'histoire et le passé serbes ? Pour cela je fais appel à la lecture de Jacques Merlino « les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire ».

Arrêtons un peu la propagande sur les camps de concentration et les massacres imputés aux Serbes. Quelques exemples : en 1941, la Croatie proclame son indépendance menée par Ante Pavelic, chef FASCISTE ; il ouvre des camps de concentration et d'extermination. L'église catholique, avec à sa tête Stepinac encourage ce mouvement (de 300 000 à 600 000 Juifs et Serbes exécutés !!!).

Quant aux camps de concentration SERBES, ne savez-vous pas qu'il existe une société américaine qui est payée pour fabriquer de fausses informations (la Ruder Finn Global Public Affairs). Cette dernière a pour mission de diriger l'information dans le sens souhaité par la bourgeoisie, ne fait-on pas dire ce qu'on veut avec les images et les médias (ref : votre dernier article dans « Partisan » de mai 1995).

Dans la situation actuelle, il s'agissait de diaboliser les Serbes en les assimilant à des nazis. « Partisan » parle de fascisme grand'serbe mais nous devrions ajouter que ce n'est pas seulement le nationalisme serbe qu'il faut condamner mais l'ensemble des nationalismes :

- Bosniaque (Izetbegovic avec sa déclaration islamique « Le Musulman ne peut que mourir au nom d'Allah et pour la gloire de l'islam ou bien désertir le camp de bataille »).
- Croate (antisémitisme de tous temps, unis avec les nazis et toujours soutenus par la bourgeoisie allemande qui rêve d'étendre son influence, de reconquérir l'empire austro-hongrois et de faire une Europe à la mode allemande). Gardons en mémoire que c'est l'Allemagne qui a reconnu la première le partage de la Yougoslavie en faveur de la Croatie, de la Slovénie et de la Macédoine, ce fut cette reconnaissance qui fit éclater la guerre.

De même il est difficile de choisir un courant ouvrier non nationaliste car en période de guerre, les utopies demeurent loin du terrain, et chacun se retranche derrière son groupe ethnique.

En ce qui concerne les ouvriers de Tuzla Nous venons d'apprendre qu'ils sont « encadrés » par des syndicalistes bourgeois défendant les patrons et les privatisations. Par bonheur la visite des deux représentants des ouvriers a ouvert les yeux à tous les lecteurs de « Partisan ». Malgré tout, votre conseil reste de les soutenir comme des antifascistes et des démocrates contre le nationalisme. Et pourtant demain, ils seront à la tête des usines de Bosnie dans un système capitaliste ; ces mêmes personnes qui invitent les bourgeois occidentaux à investir en Bosnie comme au bon vieux temps de l'impérialisme. Donc pas de leçon à retenir d'elles !

En conclusion, je cite Merlino : « Il est permis de placer un peuple au ban des nations. De les définir comme un ramassis de violeurs et d'extrémistes n'ayant rien à envier aux nazis. Il est permis de dresser contre ce peuple l'ensemble de la planète, de préparer à son égard un tribunal rappelant celui de Nuremberg, d'élaborer des plans d'intervention militaire et des stratégies de bombardements ciblées. Il est permis de chasser ce pays de l'ONU et de soumettre les Serbes à un embargo économique total. Cela est permis puisque c'est cela qui se fait ».

Quel dommage que nous, ouvriers révolutionnaires, soyons les complices de ces actes et de ces médisances dictées par la société capitaliste. Ne nous trompons pas d'ennemi ! »

Une nouvelle fois, nous publions un courrier opposé à notre position sur l'ex-Yougoslavie. Compte tenu de la confusion existante (et entretenue) sur la question, il n'est pas inutile d'y revenir.

1 – En quoi les crimes des Oustachis d'il y a cinquante ans excusent-ils ou doivent-ils nous faire oublier ceux des Tchetsniks d'aujourd'hui ? Il y a là un argument sans aucune rigueur et sans aucun fondement. La référence constante aux crimes de la Deuxième Guerre Mondiale nous semble un moyen commode et parfaitement erroné d'escamoter l'analyse politique de ce qui se passe aujourd'hui et de ce qui s'est passé pendant cinquante ans en Yougoslavie. Parle-t-on encore des « Boches » aujourd'hui en France ? Non bien sûr, l'Histoire a tourné...

2 – Une fois de plus sur les causes de la guerre. C'est le développement du nationalisme dans un contexte de crise économique exacerbée, où chaque bourgeoisie nationale a essayé de tirer la

couverture à soi au détriment des autres qui est à l'origine de la guerre et de son caractère actuel (voir « Partisan » N°88). Il y a eu d'une part les velléités d'indépendance économique des bourgeois slovènes et croates pour bénéficier seuls des richesses économiques de « leurs » républiques, et d'autre part et en même temps la réaction des bourgeois serbes, moins bien pourvus de ce point de vue mais disposant par contre de l'appareil d'Etat yougoslave, en particulier de l'état-major de l'armée fédérale.

Le nationalisme radical (voire fascisant) s'est développé depuis les années 70 dans tous les camps bourgeois, et il a été le ciment de la réaction à la crise économique. Et l'histoire a été utilisée et manipulée par les uns et les autres pour leurs sombres desseins. C'est en Serbie qu'il s'est développé le plus loin sous l'égide de l'armée et que les thèses racistes et fascistes du « peuple céleste », de l'épuration ethnique etc. ont été théorisées dès le début des années 80 (pourquoi parle-t-on si peu du mémorandum de l'Académie des Sciences de Serbie, en 1986, texte politique et idéologique théorisant le renouveau du fascisme grand'serbe ?) et mises en œuvre à grande échelle dans la guerre : de l'épuration de la Bosnie centrale aux camps, en passant aux déclarations à répétition des Tchetsniks de Karadzic : « Nous ne voulons plus vivre avec les Musulmans et les Croates. Il est donc inutile de parler de la reconnaissance de la Bosnie et de dessiner des cartes. Nous nous battons jusqu'à l'acceptation par tout le monde de deux ou trois états séparés » (Momcilo Krajisnik, président du Parlement des Tchetsniks de Pale, à « Libération » en juin dernier). Ce nationalisme radical et fascisant s'est aussi développé en Croatie sous l'égide de Tudjman et de son gouvernement (réhabilitation partielle des Oustachis, répression des minorités en particulier serbe). Le HVO croate s'est fait connaître, tant en Croatie qu'en Serbie pour sa barbarie. Quant aux Bosniaques, la référence reste le document d'Izetbegovic « Pour une république islamique », qui date de 1970, réédité depuis. La référence constante et unique à ce document (bien réel, soyons clair, Izetbegovic est un nationaliste affiché, dont les responsabilités dans le déclenchement de la guerre sont grandes) sert à masquer que de nombreux Bosniaques sont opposés à ce président et à son parti la SDA. Ne disposant ni de richesses économiques, ni de puissance militaire, les bourgeois bosniaques passent à la casserole de l'histoire en essayant de survivre grâce à l'appui des grandes puissances. Mais ce sont les peuples qui paient l'addition...

Ce n'est donc pas en premier lieu la reconnaissance de l'Allemagne qui a provoqué la guerre, c'est l'accumulation de ces contradictions. Toutes les grandes puissances impérialistes ont alors bien sûr joué leur propre carte (comme d'habitude), et ont récolté la tempête. Mais il ne faut pas se tromper d'aspect principal... faute de quoi on soutient les Tchetsniks au nom d'une supposée résistance à l'action impérialiste (allemande en l'occurrence). Les Tchetsniks ne sont pas anti-impérialistes, de même Saddam Hussein ou le FIS ne l'étaient pas. Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis, nous l'avons déjà dit.

3 – Pourquoi notre lectrice ne fait-elle pas de distinction entre ouvriers et bourgeois, entre nationalistes et internationalistes ? Pourquoi parler de Serbes, Croates, Musulmans, « en général » ? Nous ne parlons jamais des Serbes en général, nous n'en avons jamais parlé comme un ramassis de « violeurs et d'extrémistes ». Pourquoi nous prêter les positions de la bourgeoisie, alors que nous nous en sommes clairement démarqué, que par exemple nous exigeons la levée de tous les embargos et blocus, y compris sur la Serbie ?

Evidemment, il est plus facile de répondre à ces arguments simplistes qu'aux nôtres. Nous, nous n'oublions pas les opposants non-nationalistes du Cercle de Belgrade en Serbie. Nous n'oublions pas que l'ambassadeur de Bosnie en France est serbe, ainsi d'ailleurs que le commandant en second de l'armée bosniaque. Nous n'oublions pas qu'il existe des combattants serbes antifascistes à Gorazde, qui refusent de quitter l'enclave alors qu'ils en ont toutes les facilités. Nous n'oublions pas qu'il existe une assemblée des Serbes de Bosnie qui veut vivre dans une Bosnie multiculturelle et que même Milosevic a reconnu que Karadzic ne représentait que la moitié des Serbes de Bosnie... Et oui, ce sont des faits, comment notre lectrice les interprète-t-elle ?

Il y a certes un conflit politique en Bosnie entre nationalistes (eux-mêmes plus ou moins radicaux), par exemple du SDA, et les forces non nationalistes. Et c'est notre choix de soutenir ces

dernières, parce que ce n'est qu'en leur sein que pourront surgir des forces réellement révolutionnaires, un camp ouvrier indépendant. Nous savons bien sûr qu'y compris au sein de ces forces opposées au SDA existent des courants qui veulent construire des médias et des entreprises « indépendantes » du gouvernement, voie choisie par la bourgeoisie humanitaire pour donner une image plus présentable aux gouvernements européens. On est dans ce cas loin de la création d'organisations indépendantes des travailleurs, c'est clair... Il n'empêche, ce n'est qu'au sein du camp antinationaliste que celles-ci pourront se construire. Distinguer les camps, c'est la base même de la politique, du matérialisme, du marxisme.

Ce que nous propose notre lectrice, c'est l'impuissance et l'attentisme. Elle rejoint ainsi d'une certaine façon Lutte Ouvrière (21 juillet 1995) : « *Seule la classe ouvrière pourrait être le fer de lance d'une politique de coexistence fraternelle et sans oppression des peuples. Mais pas plus dans l'ex-Yougoslavie qu'ailleurs, elle ne joue un rôle indépendant, ce qui laisse la place à des politiques réactionnaires et nuisibles* ». Attendre que la classe ouvrière soit indépendante, voilà ce qu'on nous propose. Mais comment pourrait-elle le devenir si on la laisse dans les bras du nationalisme, si on ne défend pas le secteur multiculturel qui survit encore (pour combien de temps ?), en particulier dans la région ouvrière de Tuzla ?

4 – Sur l'information, la guerre médiatique etc. Notre lectrice a évidemment raison « en général ». Nous notons avec intérêt qu'elle évite de prendre parti sur un point précis, les camps de concentration dénoncés durant l'été 1992 : ont-ils existé ou sont-ils pure invention ? Notre lectrice aurait-elle un doute ?

Elle cite Jacques Merlino, journaliste à France 2 et correspondant à Pale et en Serbie (le hasard n'y est évidemment pour rien). De la même manière le journal belge « Solidaire » (journal du PTB) cite abondamment les déclarations des Casques Bleus néerlandais de Srebrenica qui réduisent l'armée bosniaque à de vagues milices et les combattants à des « musulmans ». Sans doute est-ce une simple négligence d'avoir oublié de préciser que le commandant néerlandais avait auparavant trinqué face aux caméras avec le général Mladic, commandant en chef des Tchetsniks et que cela cause en ce moment un véritable scandale aux Pays-Bas...

Le problème n'est pas de citer tel ou tel. Chacun peut produire ses témoins à charge et à décharge. Mais la vérité historique ne procède pas de l'accumulation (ou de la sélection...) de témoignages contradictoires...

La vérité procède d'une part de faits historiques finalement vérifiés et recoupés, de l'enquête directe et indirecte. Il peut y avoir intoxication, inventions, montages etc. finalement les faits sont là : il y a des textes, des déclarations, des témoignages directs recoupés des événements. Il faut certes être prudent, il ne faut pas s'aveugler, il faut accepter le doute. Mais il arrive un moment où on ne peut plus nier les faits.

Et puis, il y a une analyse historique globale, politique, une politique internationaliste et de classe, qui donne un sens à ces faits, les situe les uns par rapport aux autres, est capable à la fois de montrer les grandes tendances et l'éclairer les points particuliers. Cette analyse doit être globale, cohérente, et ne laisser aucun aspect dans l'ombre, aussi dérangentant soit-il. C'est là que nous nous adressons à nos lecteurs critiques. Pourquoi ce silence gêné autour du fascisme tchetnik ? Pourquoi ce silence autour des populations qui refusent la division ethnique (comme à Tuzla) ? Pourquoi cette absence de distinctions politiques au sein même des diverses populations nationales ? Cela donne une analyse partielle, réduite au conflit entre l'impérialisme et tel ou tel pays, cela mène, ouvertement ou implicitement, au soutien à des dirigeants bourgeois nationalistes et fascistes.

Nous disons à nos lecteurs qu'ils ont tous les éléments pour comprendre, aux plans économiques, historique, social. Que nous (Voie Proletarienne) avons une analyse qui répond globalement à l'ensemble des questions soulevées par ce conflit. Que nous n'éluons aucune difficulté. Que notre analyse débouche sur une prise de position politique sans ambiguïté.

Alors, s'il vous plaît, ne gardez pas votre drapeau sous la table. Comme nous, dites clairement ce que vous défendez et ce que vous combattez.

Partisan N°103 – Octobre 1995

BOSNIE : comment on peut arriver à soutenir des fascistes

Les bombardements de l'OTAN ont révélé les positions des uns et des autres.

Il y a ceux qui ont soutenu sans nuance, montrant que leur projet n'était autre que celui de la partition défendue par les grandes puissances.

Il y a ceux qui s'y sont opposé, parce que l'ONU, c'est l'impérialisme, la guerre et le nouvel ordre mondial. Nous en sommes et nous rappelons que nous défendons le retrait total de toutes les armées étrangères, des casques bleus, l'arrêt de tous les bombardements, la levée de tous les embargos et blocus (y compris donc contre la Serbie).

Mais parmi des derniers, on a vu apparaître ouvertement un courant de soutien à Milosevic et Karadzic, argumenté par une prétendue opposition à l'impérialisme. Avant de développer, citons deux extraits significatifs.

Une argumentation « particulière »

« Le principal, c'est l'agression impérialiste (...). De ce point de vue décisif, la résistance des Serbes en Yougoslavie est un facteur positif (...).

Notre position est donc celle-ci : « Nous ne soutenons pas l'orientation sociale réactionnaire de Karadzic, ni son nationalisme raciste. Mais dans la mesure où il lutte contre l'agression des Etats-Unis, de l'Allemagne et de leurs pions, Karadzic doit être soutenu à cet égard ».

Nous pouvons soutenir Milosevic dans la mesure où il se confirmera qu'il résiste à l'impérialisme (les Etats-Unis sont en train d'essayer de le ranger dans leur camp). Mais nous ne devons pas cacher deux facteurs :

1. En excitant le nationalisme serbe dans les années 80, notamment sur la question du Kosovo, Milosevic a lui-même fait le jeu impérialiste et précipité l'éclatement de la Yougoslavie.
2. Il est très possible que les intérêts propres de la bourgeoisie serbe l'amènent à capituler face aux impérialistes. »

(« Solidaire », journal du PTB, 20 septembre 1995)

« Quant à dire que Milosevic se réclame des Tchetsniks, je répondrai que là encore il s'agit d'une intoxication, en effet, son parti le SPS (Parti socialiste serbe) se réclame du marxisme et prône un nationalisme purement défensif en face de l'impérialisme ; en fait, on devrait plutôt employer le terme de patriote que nationaliste en ce qui concerne Milosevic et le SPS. (...)

En cas de poursuite de l'intervention militaire contre les Serbes, il est possible que ces derniers se réunissent en un front anti-impérialiste qui engloberait les communistes (majoritaires) et les Tchetsniks (minoritaires - Milosevic, Seselj et Karadzic, NDIR).

Ce jour-là, comme aujourd'hui, la place des communistes conséquents sera aux côtés du peuple serbe contre l'impérialisme et non pas à la remorque de sa bourgeoisie. »

(un lecteur pro-serbe, le 31 août 1995)

Qui représente les intérêts du peuple serbe ?

Il est malheureux de devoir le préciser : ni Milosevic, ni Karadzic ne représentent le peuple serbe. Ce sont des anciens dirigeants bourgeois de la Yougoslavie de Tito reconvertis en nationalistes féroces pour maintenir leurs privilèges. Milosevic était l'ancien directeur de la Banque centrale de Belgrade, ancien dirigeant de la Ligue des Communistes de Serbie. Karadzic était un ancien psychiatre également ancien dirigeant de la Ligue des Communistes de Bosnie. Leur marxisme n'est qu'une étiquette creuse qui leur sert à tromper les ouvriers et le peuple, ils n'ont rien, mais alors rien du tout de « communiste ». Comme le PC en France...

Sauf à considérer que l'ex-Yougoslavie était vraiment un pays socialiste ce qui serait une position intéressante... et nouvelle !

Nous renvoyons aux numéros passés de « Partisan » pour comprendre les évolutions en ex-Yougoslavie.

Milosevic et Karadzic ne sont pas anti-impérialistes

Les dirigeants de la Serbie (comme d'ailleurs Tudjman, Izetbegovic ou autres) ne sont pas anti-impérialistes parce qu'ils ne peuvent pas l'être.

Depuis le début du siècle et la domination de la planète par les grandes puissances, il n'est plus possible à des bourgeois locaux de diriger un quelconque pays de manière indépendante. Le développement du capital financier, du commerce mondial, des monopoles impérialistes, de la division internationale du travail et de leurs institutions (FMI, Banque Mondiale, ONU, OTAN etc.) modèle le développement économique, politique et social de tous les régimes de la planète. C'était d'ailleurs tout à fait le cas de l'ex-Yougoslavie.

La seule manière de mettre à bas la domination impérialiste réelle et sanguinaire, c'est de mettre en place un régime populaire, révolutionnaire, qui représente réellement les intérêts du peuple. Et cela, aucune bourgeoisie ne le fera, car ses intérêts y sont opposés.

Il peut certes y avoir des contradictions entre l'impérialisme des grandes puissances et les bourgeois des pays dominés. Mais elles sont secondaires, il s'agit de contradictions pour la modification du partage du gâteau, toujours au détriment du peuple. Et dans ces contradictions, même si les bourgeois des pays dominés peuvent avoir certains atouts (ressources comme le pétrole, militaire comme le régime serbe...) pour faire pression en leur faveur, ils sont en fin de compte toujours obligés de s'aligner. Car ils n'ont pas les moyens de leur indépendance et pas non plus les moyens de les obtenir !

C'est très clair en ce moment en ex-Yougoslavie, à voir la facilité avec laquelle ils sont en train d'arriver à un accord sous l'égide des USA. Bien sûr il y a des frictions, et il y en aura d'autres, mais il n'y a pas d'alternative.

Milosevic et Karadzic ne sont pas anti-impérialistes, ils ont simplement cherché à négocier la part du gâteau la plus importante possible à leur profit.

Quelles étapes ?

Tous ceux qui soutiennent les bourgeois serbes au nom d'un supposé anti-impérialisme se trompent lourdement.

D'une part parce qu'ils croient que ceux-ci sont opposés à l'impérialisme. L'histoire montrera ce qu'il en est, nous ne nous faisons pas de souci.

Ensuite parce qu'ils se trompent sur le processus de la révolution. Ils refont une erreur qui a déjà provoqué de graves échecs dans le mouvement révolutionnaire. Celle de croire qu'il y a **d'abord** des tâches anti-impérialistes, pour lesquelles on peut faire alliance avec sa bourgeoisie, et **ensuite** la révolution sociale. Ces deux étapes étant totalement séparées.

Même erreur d'ailleurs présente chez d'autres dans le combat démocratique : croire qu'il y a (par exemple en Bosnie, ou en Algérie) **d'abord** une étape antifasciste, où l'on peut s'allier aux bourgeois, et **ensuite** une étape de révolution sociale.

Or dans le combat démocratique, antifasciste ou anti-impérialiste, il y a **déjà** deux voies. Une voie bourgeoise dont l'objectif est de reprendre le pouvoir, une voie révolutionnaire qui cherche par ce moyen à entraîner la lutte plus loin, car **seule la révolution sociale peut garantir réellement et durablement la démocratie et la rupture avec l'impérialisme.**

Et cela n'est pas sans conséquences très pratiques. Par exemple on voit nettement les deux voies dans le combat antifasciste :

- S'appuyer sur les puissances impérialistes ou compter sur ses propres forces.
- Développer le nationalisme ou l'internationalisme.
- Développer le rôle des masses ou celui des experts et des dirigeants.
- Préparer la libération sociale ou la remise en route de l'Etat démocratique bourgeois.

Ce n'est pas une vue de l'esprit : durant la deuxième guerre mondiale, ces deux courants ont été présents dans toute l'Europe au sein de la Résistance.

Concevoir la révolution en étapes totalement séparées, c'est enchaîner les travailleurs et les secteurs populaires à la bourgeoisie démocratique (elle-même soutenue par l'impérialisme), ou à des bourgeois qui se prétendent anti-impérialistes pour assoir leur pouvoir et ensuite négocier leur place avec ceux qu'ils prétendaient combattre. C'est empêcher l'indépendance politique des secteurs exploités.

Où cela nous mène...



Les deux citations en tête de cet article datent d'avant les accords de Genève et Washington qui montrent la collusion de régimes serbes avec les grandes puissances. Leurs auteurs doivent aujourd'hui être embarrassés, mais gageons qu'ils sauront rebondir.

Car arriver, pour des militants qui se disent « communistes », « révolutionnaires » etc. à soutenir des fascistes (c'est quoi des « nationalistes racistes » ?), c'est quand même proprement stupéfiant.

Voilà où mène la dérive de ceux qui n'ont rien compris à la nature des pays de l'Est, à l'influence de l'impérialisme sur la planète, à la libération sociale. Voilà qui doit encourager tous nos lecteurs à étudier l'histoire, le matérialisme, le bilan du mouvement ouvrier, l'économie politique. Voilà pourquoi Voie Proletarienne met au premier plan la formation critique de ses militants et sympathisants, organise des écoles, stages, et donne autant d'importance dans son journal aux explications de fond.

La confusion actuelle des idées à la suite de l'effondrement du bloc de l'Est doit nous rendre archi-vigilants et renforcer notre volonté de comprendre et d'étudier.

Amis lecteurs, nos écoles sont ouvertes, pourquoi ne pas y participer ?

Partisan N° 116 – Janvier 1997

Quels opposants en Serbie ? (à propos d'un appel dans « Le Monde » du 3 décembre 1996)

Les intellectuels français (Kouchner, Glucksman, Bernard-Henri Levy, Cohn Bendit...) n'ont aucune honte et vraiment pas le début de commencement de rigueur politique. Après avoir soutenu sans condition la résistance bosniaque, les voilà qui « saluent l'action courageuse » de l'opposition serbe. A l'initiative de Jacques Julliard (l'éditeur), le sous-marin du PS dans les milieux intellectuels, ils ont tous signé à de rares exceptions près. La pétition était elle-même un complément à la visite de Jack Lang et de Ségolène Royal qui sont allés rejoindre les manifestants de Belgrade.

On retrouve là le fond de la politique proserbe du PS, largement encouragée par Mitterrand alors président : dans la région, la défense des intérêts de la France passe par le soutien au nationalisme serbe, quelles que soient les molles réserves à son égard. Durant toute la période de guerre précédente, toute la politique du gouvernement a eu pour objectif de ménager ce nationalisme, considéré comme un des garants de la stabilité de la région. Aujourd'hui, Milosevic est discrédité, alors si on lui trouve un remplaçant présentable... En 1993 déjà, une pétition similaire en faveur du même Draskovic prétendait les mêmes inepties, à savoir son opposition à la purification ethnique, alors qu'il en était un propagateur, sous une version molle un peu moins scandaleuse que Milosevic, Karadzic ou Mladic.

Car les « opposants » serbes ne sont pas vraiment nets, c'est le moins qu'on puisse dire. Vuk Draskovic est un populiste démagogique qui s'est longtemps opposé à Milosevic en lui reprochant la tiédeur de son engagement pour la Grande Serbie (sic !). Il est l'auteur, il y a des années, d'un roman fameux dont le titre « Le Couteau » évoque l'égorgeage des ennemis de la Serbie et glorifie à ce titre le nationalisme tchetnik. Aujourd'hui, sans remettre en cause ses positions passées, il se présente comme l'alternative « européenne » à Milosevic... Plutôt effrayant ! Que les dirigeants de l'Alliance Civique, eux opposés à la guerre et à ce titre traités de traîtres à la nation, aient accepté de faire un bout de chemin avec Draskovic montre aussi les limites de leur opposition...

Il y a très certainement parmi les manifestants des opposants résolus au nationalisme, soit de longue date, soit qu'ils réalisent aujourd'hui les conséquences catastrophiques de sa mise en œuvre et du prix à y payer. Il faut qu'ils poussent la démarcation jusqu'au bout : aucune issue ne pourra surgir en conciliant avec cette politique...

Pour revenir aux signataires de cette déclaration de soutien, le niveau de rigueur de ces prétendus intellectuels est consternant. A l'heure où le niveau de réflexion politique s'élève parmi tous ceux qui n'en peuvent plus de cette vie, ils nous donnent l'image de l'opportunisme et du suivi du vent, sans un minimum être cohérent avec leurs positions passées... Aujourd'hui dans le mouvement social, tout un courant veut nous mettre à la remorque des experts, des personnalités en tous genres, à l'image de ces « défenseurs » de la cause bosniaque. Regardez-les bien ! Tirons-en les leçons ! C'est d'abord sur nos propres forces qu'il faut compter !